



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU
MINISTERE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

GUINEE-BISSAU 2021



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU
Ministère de l'Economie et des Finances
**Comité National de la Balance des
Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

GUINEE-BISSAU 2021



RÉPUBLIQUE DE LA GUINEE-BISSAU

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET FINANCES

Comité de la Balance des Paiements

Secrétariat

Direction Nationale de la BCEAO pour la Guinée-Bissau

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE
AU TITRE DE L'ANNEE 2021

Octobre 2022

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
AVANT PROPOS.....	6
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	9
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	11
1.1- Balance commerciale de biens.....	12
1.1.1- Exportations de biens.....	12
1.1.1.1- Évolution globale des exportations de biens.....	12
1.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	13
1.1.1.2.1- Produits Agricoles.....	14
1.1.1.2.2- Produits Forestiers.....	14
1.1.1.2.3- Produits de la mer.....	15
1.1.1.2.4- Produits miniers	15
1.1.1.2.5- Exportations nettes de biens en négoce international.....	15
1.1.1.2.6- Exportations d'or non monétaire.....	16
1.1.1.2.7- Autres produits.....	16
1.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	16
1.1.2- Importations de biens.....	19
1.1.2.1- Évolution globale des importations de biens.....	19
1.1.2.2- Composition des importations de biens.....	19
1.1.2.2.1 - Produits alimentaires.....	20
1.1.2.2.2 – Autres biens de consommation courante.....	21
1.1.2.2.3 – Produits énergétiques.....	21
1.1.2.2.4 – Matières premières et biens intermédiaires.....	21
1.1.2.2.5 – Biens d'équipements.....	21
1.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	22
1.2- Balance de services.....	26
1.2.1- Exportations de services	26
1.2.2- Importations de services	27
1.3- Compte du revenu primaire.....	28
1.4- Compte du revenu secondaire.....	29
II- COMPTE DE CAPITAL.....	30
2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	30
2.2- Transferts de capital.....	30
III- COMPTE FINANCIER.....	31
3.1- Investissements directs étrangers.....	31
3.2- Investissements de portefeuille.....	32

3.3- Dérivés financiers.....	32
3.4- Autres investissements.....	32
IV- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	33
4.1- Évolution de la position extérieure globale.....	33
4.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale	34
CONCLUSION.....	35
ANNEXE.....	36

Index des Tableaux

Tableau 1 : Évolution des principaux soldes de la balance des paiements	12
Tableau 2 : Compte des transactions courantes	13
Tableau 3 : Évolution du solde de la balance des biens	13
Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques	14
Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits.....	14
Tableau 6- Évolution des exportations de marchandises en commerce général	15
Tableau 7 : Orientation géographique des exportations	18
Tableau 8 : Évolution des exportations destinées aux pays de l'UEMOA	19
Tableau 9: Évolution des importations de biens par rubriques	20
Tableau 10 : Importations de biens	20
Tableau 11 : Évolution des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	24
Tableau 12 : Ventilation géographique des importations de marchandises	26
Tableau 13 : Évolution de la balance des services	27
Tableau 14 : Évolution des recettes touristiques en provenance des pays de l'UEMOA	28
Tableau 15: Évolution des dépenses de tourisme du pays vers les autres pays de l'UEMOA	29
Tableau 16 : Revenu primaire	30
Tableau 17 : Revenu secondaire	30
Tableau 18 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants.....	31
Tableau 19 : Compte de capital	32
Tableau 20 : Compte financier	32
Tableau 21 : Variation de la position extérieure globale	34
Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	35

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

SNU	Système des Nations Unies
BDP	Balance des Paiements
ONG	Organisation non Gouvernementale
OMGV	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie
CAF	Coût Assurance Fret
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
EURO	Monnaie de l'Union Monétaire Européenne encore appelée Zone Euro
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
ECID	Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord
FM	Fonds Mondial
IDE	Investissements Directs Étrangers
MBP5	5 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements
MBP6	6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale
PEG	Position Extérieure Globale
PEGN	Position Extérieure Globale Nette
PIB	Produit Intérieur Brut
R&D	Recherche et Développement
SCN	Système de Comptabilité Nationale
UE	Union Européenne
SIFIM	Services d'intermédiation Financière Indirectement Mesurés
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

NB : la monnaie de référence dans le rapport est le FCFA, sauf indication du contraire.

AVANT PROPOS

La Balance des paiements est un cadre analytique qui retrace l'ensemble des opérations entre les résidents et les non résidents durant une période donnée qui peut être mensuelle, trimestrielle ou annuelle. Ces principaux soldes constituent des indicateurs importants d'analyse et de diagnostic. Aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures, la Banque Centrale est chargée de l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale des États membres de l'UEMOA ainsi que de la balance des paiements régionale.

Ces comptes sont élaborés sur la base des contributions de tous les acteurs économiques, à travers les outils de collecte de données mis en œuvre par la Banque Centrale. Outre ces informations, l'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale s'appuie sur les travaux de la Cellule sous-régionale, chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. Ces travaux ont permis de procéder à une analyse fine des asymétries relevées dans les déclarations statistiques bilatérales des États, en vue du rapprochement des données du commerce intra-UEMOA au titre de l'année 2021. Les corrections d'asymétrie ont également porté sur les flux touristiques, les envois de fonds des travailleurs migrants et les investissements directs étrangers.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008 par le FMI, les comptes extérieurs de la Guinée-Bissau sont élaborés depuis 2011, sur la base de ce nouveau dispositif.

RESUME

L'année 2021 a été marquée par une nette reprise de l'activité économique, après la récession enregistrée en 2020, induite par la crise de la Covid-19. Le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 6,0% en 2021 après la contraction de 3,1% en 2020. La reprise de l'activité économique observée en 2021, s'est accompagnée d'une rapide remontée de l'inflation partout dans le monde. Le taux d'inflation mondial est ressorti en moyenne annuelle à 3,5% en 2021 contre 1,9% en 2020, imputable à la dissociation temporaire des dynamiques d'évolution de l'offre et de la demande mondiale. Il s'est surtout fait ressentir dans les domaines de l'énergie et des produits alimentaires.

Les économies des États membres de l'UEMOA ont montré des signes de résilience face à la pandémie, comme en atteste la reprise soutenue de l'activité économique après le choc subi en 2020. Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA est estimé à 5,9% en 2021 contre 1,8% un an auparavant.

Au plan national, le taux de croissance du PIB réel se situerait à 6,4% en 2021 contre 1,5% enregistré un an plus tôt, en rapport avec la forte augmentation du volume de noix de cajou exporté. L'inflation moyenne annuelle est ressortie à 3,3% en 2021 contre 1,5% l'année précédente.

Dans ce contexte, les transactions économiques et financières de la Guinée-Bissau avec le reste du monde se sont traduites, au terme de l'année 2021, par un excédent du solde global de la balance des paiements, résultant d'une amélioration du solde des transactions courantes.

Le solde du compte courant est ressorti déficitaire de 1.572,4 millions en 2021 contre un déficit plus accentué de 22.265,5 millions enregistré une année plus tôt.

Les échanges de biens ont dégagé un déficit de 27.730,8 millions en 2021 contre un déficit de 53.806,7 millions en 2020, en rapport avec une forte augmentation des exportations. La balance des services est ressortie déficitaire de 73.912,2 millions en 2021.

Le compte du revenu primaire présente un excédent de 15.698,4 millions contre 14.638,3 millions en 2020, en liaison avec la hausse des transferts reçus au titre des revenus des salariés.

Les entrées nettes au titre du compte du revenu secondaire ont augmenté, passant de 82.156,1 millions en 2020 à 84.372,2 millions en 2021, en rapport avec la hausse des transferts nets d'envoi de fonds des travailleurs.

L'excédent du compte de capital a enregistré une hausse pour se situer à 12.556,3 millions en 2021 contre 9.019,0 millions en 2020, en liaison avec la progression des ressources reçues pour le financement des projets publics. Le compte financier a présenté des entrées nettes de 49.704,9 millions.

Au final, le solde global de la balance des paiements présente un excédent de 60.716,8 millions en 2021, après un excédent de 52.615,8 millions en 2020 et un déficit de 15.295,2 millions en 2019.

A fin 2021, la position extérieure globale nette s'est établie à -258.096,7 millions contre -240.390,2 millions en 2020, soit une détérioration de 17.706,5 millions, en rapport avec une hausse des passifs plus importante que celle du stock des actifs.

INTRODUCTION

L'année 2021 a été marquée par une nette reprise de l'activité économique, après la récession enregistrée en 2020, du fait de la crise de la Covid-19. Cette reprise, observée dans tous les pays du monde, est portée par le regain de dynamisme de la demande, induite par la réouverture des économies et les soutiens budgétaires et monétaires. Le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 6,0% en 2021 après la contraction de 3,1% en 2020.

Les économies avancées ont enregistré une croissance de 5,2% en 2021 contre une baisse de 4,5% en 2020. Aux États-Unis, l'activité économique s'est renforcée de 5,6% après une contraction de 3,4% en 2020, expliquée par les plans de relance massifs mis en place pour soutenir la reprise économique, ainsi que les avancées rapides dans la campagne de vaccination. En Zone euro, la croissance du PIB est passée de -6,4% en 2020 à +5,2% en 2021, portée par la réouverture des économies ainsi que le maintien des politiques économiques de soutien par les États et la Banque Centrale Européenne.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance de l'activité est ressorti en moyenne à 6,6% en 2021 après le recul de 2,0% enregistré en 2020. En Chine, la croissance s'est accélérée, passant de 2,3% en 2019 à 8,1% en 2021, dans un contexte marqué par l'augmentation de la demande extérieure. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de 9,0% en 2021 contre un repli de 7,3% en 2020. Au Brésil, le taux de croissance s'est établi à 4,7% en 2021 après un recul de 3,9% en 2020. En Russie, l'activité économique a tiré parti du renchérissement du pétrole et du gaz induit par la reprise de la demande mondiale pour afficher un taux de croissance de 4,5% en 2021 après une contraction de 2,7% en 2020.

L'Afrique subsaharienne a enregistré une croissance positive de 4,7% en 2021 après un recul de 1,7% en 2020, induite par la hausse de la demande extérieure et des prix des produits de base. Le Nigeria a enregistré une croissance de 3,0% en 2021 après -1,8% en 2020, en ligne avec la hausse des cours des produits de base, notamment le pétrole. En Afrique du Sud, l'économie a connu une progression de son PIB, avec un taux de croissance de 4,6% en 2021 après un recul de 6,4% en 2020.

Après le ralentissement enregistré en 2020, du fait de la Covid-19, les économies de l'Union ont retrouvé, au cours de l'année 2021, leur dynamisme d'avant la crise sanitaire. Elles ont bénéficié de la mise en œuvre d'importants programmes de relance économique, de la poursuite des chantiers précédemment suspendus du fait de la pandémie et du maintien par la Banque Centrale de sa politique monétaire accommodante, afin de permettre aux établissements de crédit de mieux répondre aux besoins de financement des agents économiques. Le taux de croissance du PIB de l'Union s'est établi à 5,9% en 2021 contre 1,8% en 2020, porté par l'ensemble des secteurs d'activité, notamment le secteur tertiaire en lien avec l'augmentation des activités de transport, d'hôtellerie et de restauration. La contribution du secteur tertiaire à la croissance a été de 4,7 points

de pourcentage (pdp). Celles des secteurs primaire et secondaire ont représenté respectivement 0,1 et 1,2 pdp.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 3,6% en 2021 après 2,1% en 2020. Au niveau des finances publiques, le déficit global, base engagements, dons compris, s'est dégradé de 304,1 milliards, pour s'établir à 5.491,1 milliards à fin décembre 2021. Toutefois, en pourcentage du PIB, il s'est amélioré en se situant à 5,5% du PIB contre 5,6% en 2020.

Les cours mondiaux des matières premières exportées par l'Union affiche une hausse de 15,9% en 2021 après +1,2% en 2020. La hausse est localisée au niveau des produits non énergétiques avec notamment, le gaz (+131,2%) et le pétrole (+66,3%) ainsi que des produits non énergétiques comme les huiles végétales (+61,4%), le coton (+45,0%), le caoutchouc (+37,1%), le zinc (+32,5%), le café (+29,0%), l'uranium (+8,1%), le bois grume (+8,1%), le cacao (+4,2%), la noix de cajou (+1,4%) et les engrais dont le phosphate (+52,9%). L'or est le seul produit de base exporté ayant enregistré une baisse de son cours (-0,1%). Les cours de l'or ont été affaiblis par la vigueur du dollar des États-Unis, la stabilisation des taux longs réels et la réduction des incertitudes, liée à l'ouverture des économies malgré la persistance de la pandémie de Covid-19.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises en 2021. Le cours de l'euro s'est accru de 3,7% pour s'établir à 1,1835 dollar des États-Unis en 2021. La monnaie de la zone euro est également ressortie en hausse par rapport au yen japonais (+6,6%) et au franc suisse (+1,0%). L'euro a également pris de la valeur face aux devises des pays émergents. Il s'est amélioré de 30,1% vis-à-vis de la livre turque, 5,5% face au rouble russe et 3,4% à l'égard de la roupie indienne. En revanche, la devise européenne s'est dépréciée face au dollar australien (-4,9%), à la livre sterling (-3,3%) et au dollar canadien (-3,0%). L'euro s'est également replié de 6,9% par rapport au rand sud africain et de 3,0% face au yuan chinois.

Au plan national, le taux de croissance du PIB réel se situerait à 6,4% en 2021 contre 1,5% enregistré un an plus tôt, en rapport avec la forte augmentation du volume exporté de noix de cajou. L'inflation moyenne annuelle est ressortie à 3,3% en 2021 contre 1,5% l'année précédente. Les opérations financières de l'État en 2021 ont été marquées par une hausse de 8,4% des recettes budgétaires, un accroissement de 4,2% des dépenses courantes et un recul de 9,0% des dépenses d'investissement.

Dans ce contexte, les échanges extérieurs ont été caractérisés par une réduction du déficit du solde de la balance des transactions courantes à 7.834,3 millions en 2021 contre un déficit de 22.265,5 millions en 2020, en rapport avec une forte réduction du déficit de la balance commerciale et une légère hausse du revenu secondaire. La balance des services s'est détériorée par rapport à 2020.

L'excédent du compte de capital a connu une augmentation pour se situer à 12.556,3 millions, alors que les entrées nettes au titre du compte financier ont atteint 49.704,9 millions. Ainsi, le solde global de la balance des paiements présente un excédent de 60.716,8 millions contre un excédent de

52.615,8 millions en 2020. Le tableau 1 présente les soldes des principales composantes de la balance des paiements.

Tableau 1 : Évolution des principaux soldes de la balance des paiements

(En millions de FCFA)

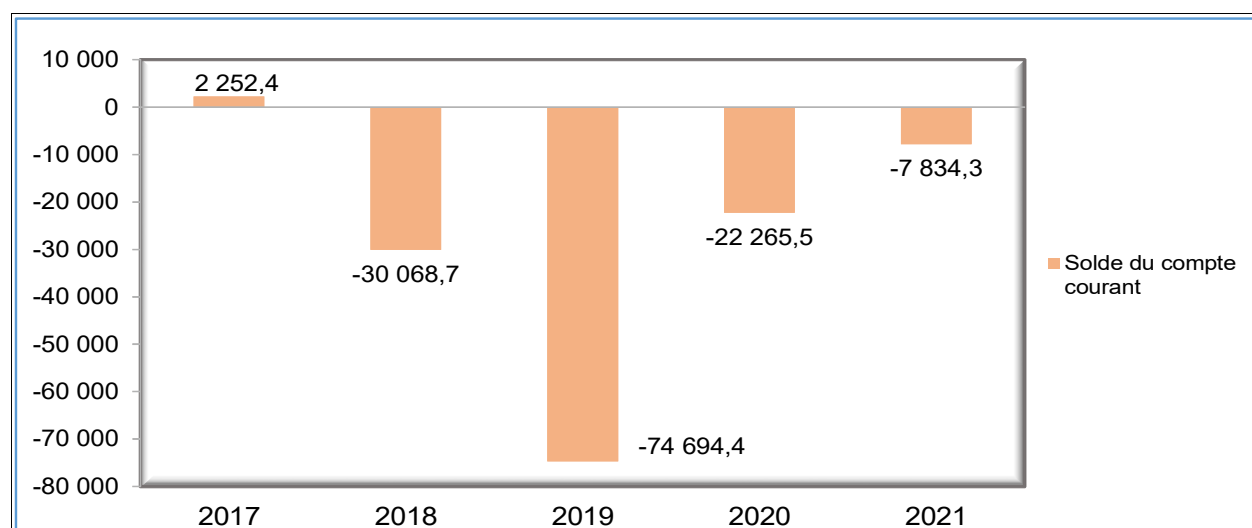
Poste	2017	2018	2019	2020	2021	Variations 2021/2020
Compte des transactions courantes	2,252.4	-30,068.7	-74,694.4	-22,265.5	-7,834.3	-64.8%
Biens et services	-41,543.4	-43,716.2	-123,319.0	-119,059.9	-101,622.2	-14.6%
Revenus primaires	8,399.8	-28,407.1	15,544.7	14,638.3	9,415.7	-35.7%
Revenus secondaires	35,396.1	42,054.6	33,079.8	82,156.1	84,372.2	2.7%
Compte de capital	60,581.1	23,405.2	16,335.0	9,019.0	12,556.3	39.2%
Compte financier	35,292.7	-19,592.8	-46,537.3	-71,458.8	-49,704.9	-30.4%
Erreurs et omissions nettes	-8,922.4	-4,041.9	-3,516.6	-5,596.5	6,289.9	-212.4%
Solde global	18,618.4	8,887.3	-15,295.2	52,615.8	60,716.8	15.4%

Source : BCEAO

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des transactions courantes, regroupant celles des biens, des services, des revenus primaire et secondaire, enregistre une réduction du déficit par rapport à l'année précédente. Cette situation est expliquée essentiellement par la forte augmentation des exportations, soutenue par la hausse du volume de noix de cajou exportée. L'amélioration de l'excédent de solde des revenus secondaires a également contribué à cette tendance. Le graphique1 présente l'évolution du solde de la balance courante.

Graphique 1 : Solde de la balance des transactions courantes (en millions de FCFA)



Source: BCEAO

En 2021, le solde des transactions courantes présente un déficit de 7.834,3 millions contre un déficit de 22.265,5 millions en 2020, en rapport avec la forte baisse du déficit de la balance commerciale et

une légère hausse de l'excédent des revenus secondaires. Ainsi, le déficit de la balance des biens et services s'est réduit alors que l'excédent du compte des revenus primaires présente une baisse. Le tableau 2 présente l'évolution des principaux soldes des comptes de transactions courantes.

Tableau 2 : Compte des transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2017	2018	2019	2020	2021	Variations 2021/2020
Biens et services	-41,543.4	-43,716.2	-123,275.4	-119,059.9	-101,662.2	-14.6%
Biens	28,301.3	25,706.5	-50,682.8	-53,806.7	-27,730.8	-48.5%
Services	-69,844.7	-69,422.7	-72,636.1	-65,253.2	-73,891.4	13.2%
Revenus primaires	8,399.8	-28,407.1	15,544.7	14,638.3	9,415.7	-35.7%
Revenus secondaires	35,396.1	42,054.6	33,079.8	82,156.1	84,372.2	2.7%
Solde du compte courant	2,252.4	-30,068.7	-74,694.4	-22,265.5	-7,834.3	-64.8%
Solde du compte courant (hors dons)	-534.5	-18,260.6	-63,943.1	-33,265.5	-44,233.5	33.0%
PIB Nominal	853,553.0	863,238.0	885,107.1	919,112.7	997,515.3	8.5%
Solde courant (en pourcentage du PIB)	0.3%	-3.5%	-8.4%	-2.5%	-0.8%	

Sources : BCEAO et INE

1.1- Balance commerciale de biens

La balance commerciale de biens a enregistré un déficit de 27.730,8 millions en 2021 contre un déficit de 53.806,7 millions en 2020, en rapport avec une hausse de la valeur des exportations plus forte que celle des importations.

Tableau 3 : Évolution du solde de la balance des biens

(En millions de FCFA)

Poste	2017	2018	2019	2020	2021	Variations 2021/2020
Exportations de biens	197,516.1	188,591.9	145,768.10	123,059.20	166,285.30	35.1%
Importations de biens	169,214.8	162,885.4	196,407.40	176,865.90	194,016.10	9.7%
Balance commerciale de biens	28,301.3	25,706.5	-50,682.83	-53,806.70	-27,730.80	-48.5%
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	116.7%	115.8%	74.2%	69.6%	85.7%	23.2%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	24.9%	20.6%	20.5%	16.9%	21.2%	25.1%

Sources : Douanes et BCEAO

Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations s'est situé à 85,7% en 2021 contre 69,6% en 2020.

1.1.1- Exportations de biens

1.1.1.1- Évolution globale des exportations de biens

A la suite des ajustements apportés aux statistiques douanières, les exportations FOB de marchandises générales sont ressorties à 166.285,3 millions en 2021 contre 123.059,2 millions

l'année précédente, soit une hausse de 35,1% après une réduction de 15,6% en 2020. La hausse de la valeur des exportations s'explique principalement par l'augmentation de 51,3% du volume de noix de cajou exportée et des prix à l'exportation de ce produit, qui sont passés de 1.000 \$/tonne en 2020 à 1.154 \$/tonne en 2021. Les exportations des produits de la pêche ont enregistré une baisse de 17,5%. De même, les exportations des autres produits ont enregistré une légère baisse. En 2021, aucune exportation de bois n'a été enregistrée.

Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques

(En millions de FCFA)

Poste	2017	2018	2019	2020	2021	Variations 2021/2020
Marchandises générales	197,516.1	188,591.9	145,768.1	123,059.2	166,285.3	35.1%
Commerce général	115,135.7	141,663.0	124,791.6	67,496.8	118,995.5	76.3%
Ajustement	82,380.4	46,928.9	20,976.5	55,562.4	47,289.8	-14.9%
Dont réexportations	142.0	308.3	2,732.5	1,067.1	1,177.8	10.4%
Total exportations de biens	197,516.1	188,591.9	145,768.1	123,059.2	166,285.3	35.1%

Sources : Douanes et BCEAO

Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits

(En millions de FCFA)

Produits	2017	2018	2019	2020	2021	Variations 2021/2020
Noix de cajou	114,310.9	95,258.8	109,687.9	57,786.3	110,313.9	90.9%
Bois	0.0	44,864.2	31.2	0.0	0.0	0.0%
Noix de cajou sans coques	157.9	270.2	353.7	318.0	419.8	32.0%
Poissons	300.4	561.2	789.3	796.4	656.8	-17.5%
Arachides et céréales	149.9	90.0	86.3	81.8	85.2	4.2%
Huile de palme	6.8	0.1	16.1	0.2	0.5	150.0%
Autres fruits et légumes	11.3	141.1	199.2	0.0	0.0	0.0%
Autres	56.5	169.1	10,895.3	6,447.0	5,341.5	-17.1%
Reexportation	142.0	308.3	2,732.5	2,067.1	2,177.8	5.4%
Total statistiques officielles	115,135.7	141,663.0	124,791.5	67,496.8	118,995.5	76.3%
Ajustement de Valeur 1/	74,819.2	39,858.3	16,318.9	51,420.3	44,125.2	-14.2%
Ajustement de Champ	7,561.2	7,070.6	4,657.5	4,142.1	3,164.6	-23.6%
Total	197,516.1	188,591.9	145,767.9	123,059.2	166,285.3	35.1%

Sources : Douanes et BCEAO

1/ les exportations de noix de cajou sont évaluées par la douane à un prix de référence fixé par l'Etat. Ce prix est différent du prix du marché, ce qui explique notamment les ajustements de valeurs réalisés dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements.

1.1.1.2- Composition des exportations de biens

L'analyse de la structure des exportations par produit montre que celles-ci restent dominées par l'exportation de produits agricoles, en particulier la noix de cajou.

Tableau 6- Évolution des exportations de marchandises en commerce général

(En millions de FCFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021	Variations 2021/ 2020
Produits Agricoles	114,636.8	95,760.2	110,343.2	58,186.3	110,819.4	90.5%
Produits Forestiers	0.0	44,864.2	31.2	0.0	0.0	
Produits de la Mer	300.4	561.2	789.3	796.4	656.8	-17.5%
Produits Miniers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Autres Produits	198.5	477.4	13,659.0	8,514.1	7,519.3	-11.7%
Total	115,135.7	141,663.0	124,822.7	67,496.8	118,995.5	76.3%

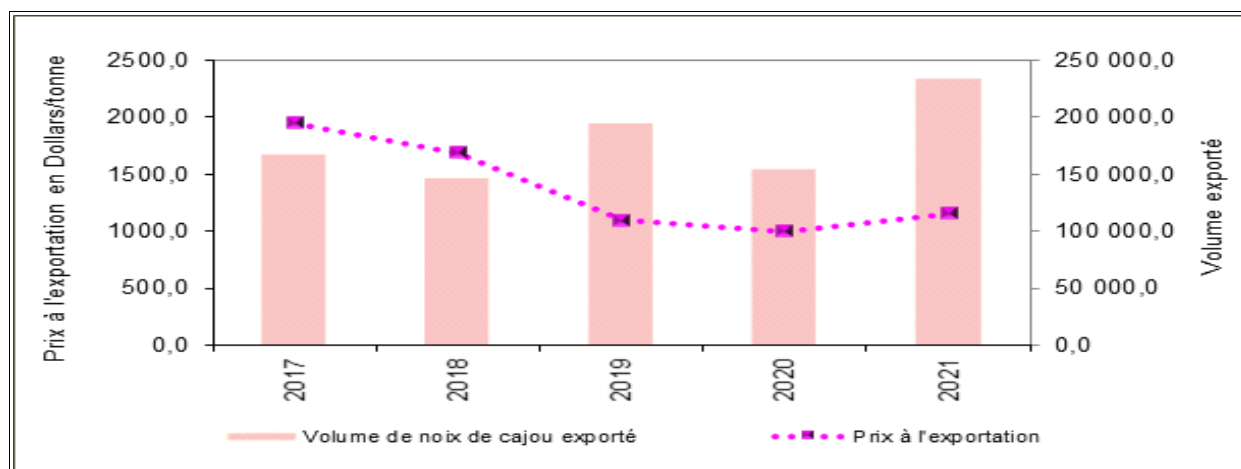
Sources : Douanes et BCEAO

1.1.1.2.1- Produits Agricoles

Les exportations de produits agricoles restent dominées par la noix de cajou. Selon les statistiques officielles, les exportations de noix de cajou représentent 92,7% du total des exportations en 2021 contre 85,6% en 2020.

Le graphique ci-après présente l'évolution des volumes exportés et des prix à l'exportation de la noix de cajou.

Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de la noix de cajou

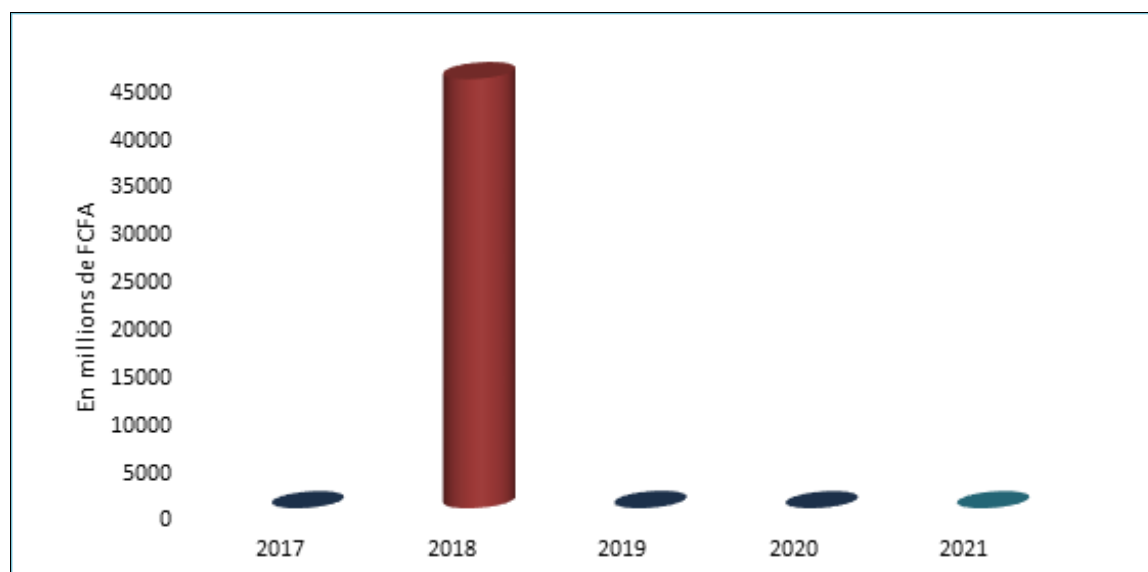


Sources : Douanes, BCEAO

1.1.1.2.2- Produits Forestiers

Les exportations des produits forestiers sont dominées par l'exportation du bois. Toutefois, au même titre que l'année précédente, aucune exportation de bois n'a été enregistrée en 2021 du fait des mesures d'interdiction prises par le gouvernement.

Graphique 3 : Évolution d'exportation de bois (en millions de FCFA)

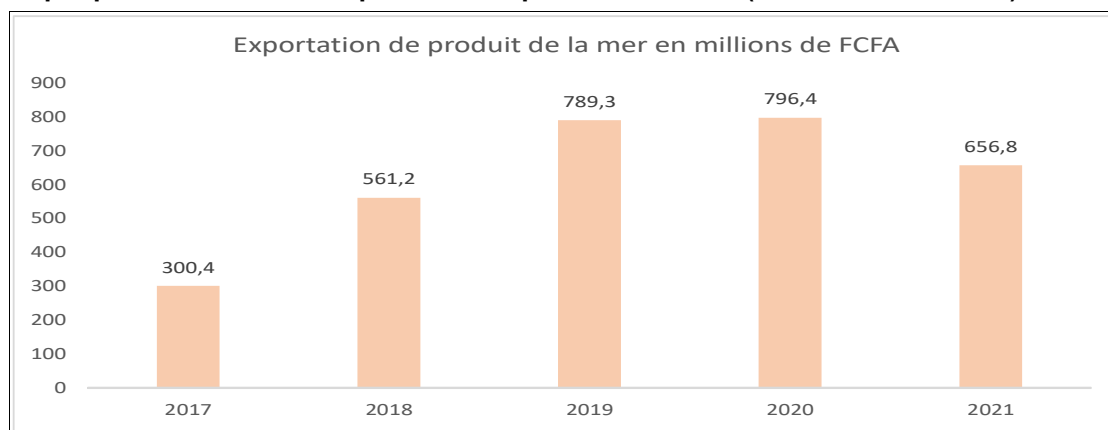


Sources : Douanes, BCEAO

1.1.1.2.3- Produits de la mer

Les exportations de produits halieutiques restent très faibles, contrastant avec le potentiel important du pays dans ce secteur. En 2021, la valeur des exportations de produits halieutiques s'est située à 656,8 millions contre 796,4 millions en 2020.

Graphique 4 : Évolution d'exportation du produit de la mer (en millions de FCFA)



Sources : Douanes, BCEAO

1.1.1.2.4- Produits miniers

Aucune exportation de produits miniers n'a été enregistrée en 2021.

1.1.1.2.5- Exportations nettes de biens en négoce international

En 2021, aucune transaction n'a été enregistrée dans le cadre du négoce international.

I.1.1.2.6- Exportations d'or non monétaire

Le pays n'exporte pas d'or non monétaire.

I.1.1.2.7- Autres produits

Les autres produits exportés concernent principalement des sacs et sachets d'emballage utilisés notamment dans le processus d'exportation de la noix de cajou.

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

Le continent asiatique demeure la principale destination des exportations de la Guinée-Bissau, puisque la quasi-totalité de la noix de cajou brute est exportée en Inde, au Singapour et au Vietnam. Le continent africain occupe la deuxième position, principalement la zone UEMOA. La Zone Euro occupe la troisième position.

Tableau 7 : Orientation géographique des exportations

(En million de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021
ZONES GEOGRAPHIQUES					
EUROPE	1,027.9	1,292.5	2,044.0	2,691.0	2,233.0
UNION EUROPEENNE	1,026.2	1,292.5	2,041.0	2,517.9	2,096.5
ZONE EURO	1,026.2	1,292.5	2,041.0	2,499.7	2,087.0
France	0.0	6.4	1.5	0.0	4.8
Allemagne	0.0	0.0	7.8	114.2	40.1
Italie	0.0	5.2	0.0	28.8	0.0
Pays-Bas	874.4	1,004.5	186.3	937.2	265.6
Belgique	0.0	6.4	36.5	133.8	104.4
Portugal	151.8	190.0	1,466.5	1,257.6	1,626.6
Espagne	0.0	80.0	342.4	28.2	45.6
AUTRES PAYS DE L'UE	0.0	0.0	0.0	18.2	9.5
Andorre	0.0	0.0	0.0	6.2	0.0
Croatie	0.0	0.0	0.0	0.0	9.5
Chypre	0.0	0.0	0.0	11.9	0.0
AUTRES PAYS D'EUROPE	1.7	0.0	3.0	173.1	136.6
Royaume-Uni	1.7	0.0	0.0	0.0	0.6
Turquie	0.0	0.0	1.0	149.2	136.0
AFRIQUE	7,718.1	5,026.3	6,975.6	4,862.2	5,545.8
UEMOA	6,431.5	5,001.5	6,182.6	4,142.1	5,434.3
Bénin	279.0	21.7	85.1	497.7	1.4
Burkina	0.0	0.0	0.0	0.0	19.4
Côte d'Ivoire	84.8	0.0	103.2	0.0	746.0
Mali	76.2	1,065.1	324.9	288.9	428.3
Niger	0.0	0.0	0.0	6.6	0.0
Sénégal	5,985.0	3,914.7	5,669.4	3,348.9	3,946.8
Togo	6.5	0.0	0.0		292.5
CEDEAO (hors UEMOA)	1,280.8	18.8	762.6	547.2	69.2
Nigeria	23.5	0.0	0.0	0.0	0.0
Ghana	1,237.7	0.0	0.0	0.0	0.0
Cap - Vert	10.1	18.8	38.4	130.3	15.4
Gambie	9.5	0.0	722.2	366.5	0.0
Sierra leone	0.0	0.0	1.0	2.7	30.0
Liberia	0.0	0.0	0.0	21.3	14.5
R. Guinée	0.0	0.0	1.0	26.3	9.3
CEMAC	2.0	0.0	1.0	14.4	0.0
Cameroun	0.0	0.0	1.0	0.0	0.0
Congo	0.0	0.0	0.0	14.4	0.0
Gabon	2.0	0.0	0.0	0.0	0.0
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	3.8	6.0	29.4	158.4	42.3
Afrique du Sud	0.0	4.0	24.0	15.5	19.5
Maroc	0.0	1.0	0.0	2.7	0.0
Egypte	0.0	0.0	1.0	75.2	4.5
Mauritanie	0.0	0.0	1.0	0.0	9.8
Angola	0.0	1.0	1.4	63.2	8.5
AMERIQUE	66.3	118.8	70.5	37.0	1.9
USA	31.2	9.7	66.2	35.8	0.0
Brésil	35.0	109.1	0.0	0.0	0.0
Cuba	0.0	0.0	1.0	1.2	1.9
ASIE	188,456.1	181,212.9	135,012.7	115,469.1	157,509.0
Chine	1,908.6	42,756.5	56.7	96.9	702.2
Japon	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Inde	148,517.2	102,330.9	81,288.7	76,806.2	91,585.4
Pakistan	6.5	0.0	34.0	352.0	0.0
Émirats arabes unis	2,394.9	2,373.5	7,240.0		1,414.9
Thaïlande	0.0	0.0	1.0		0.0
Corée du Sud	30.0	508.2	199.9	387.4	235.2
Liban	0.0	2.3	0.0	721.5	2.5
Singapour	19,590.7	24,754.2	22,369.4	20,428.5	39,417.4
Vietnam	15,669.7	8,487.3	23,823.0	15,391.4	23,858.9
Arabe Saoudite	0.0	0.0	0.0	1,285.3	12.0
Bangladesh	0.0	0.0	0.0	0.0	280.5
Indonésie	338.5	0.0	0.0	0.0	0.0
Aut res pays	247.7	941.4	1,664.3	0.0	996.5
TOTAL	197,516.1	188,591.9	145,767.1	123,059.2	166,286.3

Sources : Douanes, BCEAO

La part des exportations destinées en Asie a augmenté de 36,4% par rapport à 2020, en se situant à 94,7%, en rapport avec la hausse du volume et du prix à l'exportation de la noix de cajou.

La part des exportations vers le reste du Continent africain, y compris les échanges à travers des canaux non officiels, a enregistré une baisse de 3,3% en 2021, moins importante que la baisse de 3,9% enregistrée en 2020. En valeur, les exportations se sont situées à 5.545,8 millions en 2021 contre 4.862,2 en 2020. Elles ont été réalisées essentiellement vers le Sénégal, la Côte d'Ivoire, et le Mali.

Les ventes extérieures vers l'Europe sont ressorties à 2.233,0 millions contre 2.691,0 millions en 2020, en ligne avec la hausse des exportations de noix de cajou traitée, de fruits et d'autres produits en coque vers le Portugal, les Pays-Bas, la Turquie et la Belgique.

Tableau 8 : Évolution des exportations destinées aux pays de l'UEMOA

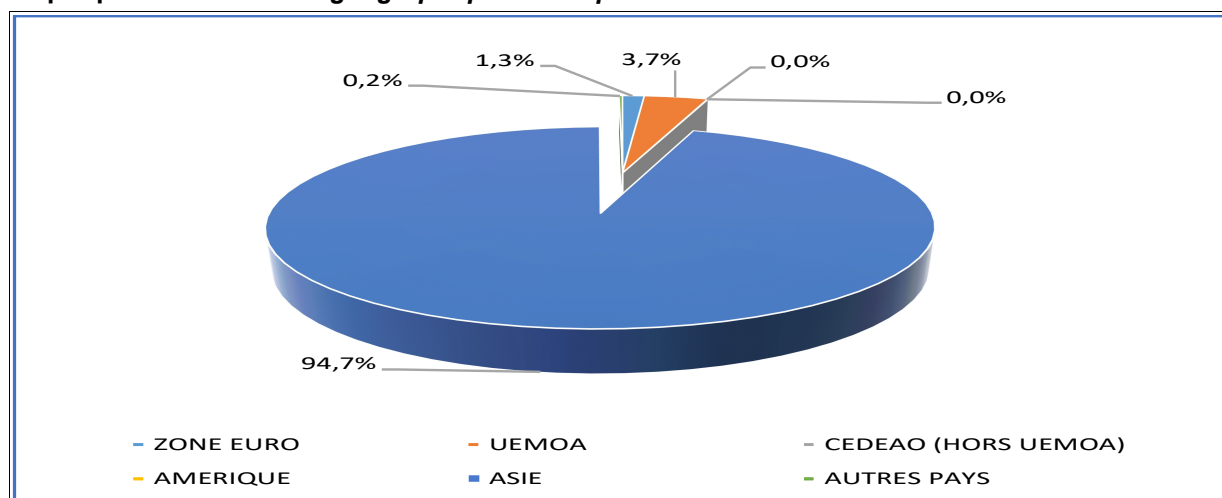
(En millions de FCFA)

Pays	2017	2018	2019	2020	2021
Bénin	279.0	21.7	85.1	497.7	1.4
Burkina	0.0	0.0	0.0	0.0	19.4
Côte d'Ivoire	84.8	0.0	103.2	0.0	746.0
Mali	79.7	1,065.1	329.9	288.9	428.3
Niger	0.0	0.0	0	6.6	0
Sénégal	6,044.7	3,914.7	5,669.4	3,348.9	3,946.8
Togo	6.5	0.0	0.0	0.0	292.5
UEMOA	6,494.7	5,001.5	6,187.6	4,142.1	5,434.3

Source : BCEAO

Au total, les exportations de la Guinée-Bissau en 2021, ont été principalement destinées à l'Inde (55,1%), à Singapour (23,7%), au Vietnam (14,4%), au Sénégal (2,4%) et au Portugal (1,0%).

Graphique 5 : Orientation géographique des exportations en 2021



Sources: Douanes et BCEAO

1.1.2- Importations de biens

1.1.2.1- Évolution globale des importations de biens

Sur la base des données de la douane (avec ajustement), la valeur des importations (en FOB) a augmenté en 2021 après un recul en 2020. Elle s'établit à 194.016,1 millions en 2021 contre 176.865,9 millions en 2020, soit une hausse de 9,7%. Cette situation s'explique par l'accroissement des importations de biens d'équipement et d'autres biens de consommation courante. Les importations de produits énergétiques et de matières premières ont également augmenté. En revanche, les importations des produits alimentaires et divers ont connu une baisse.

Tableau 9: Évolution des importations de biens par rubriques

(En millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	Variations 2021/2020
Marchandises générales (statistiques douanières)	136,508.4	120,709.4	120,426.3	121,153.2	120,353.7	-0.7%
Ajustement*	68,849.4	70,875.4	104,330.2	86,875.4	107,846.9	24.1%
Total Importations CAF	205,357.8	191,584.8	224,756.5	208,028.6	228,200.6	9.7%
TOTAL IMPORTATIONS DE BIENS (FOB)	169,214.8	162,885.4	196,407.4	176,865.9	194,016.1	9.7%

Source : BCEAO

*les ajustements ont pris en compte les données de commerce non contrôlé.

1.1.2.2- Composition des importations de biens

Les importations en 2021 sont composées de biens alimentaires (29,1%), de biens d'équipements (22,2%), de produits énergétiques (17,3%), de biens divers (14,6%), de matières premières et biens intermédiaires (8,4%) et d'autres biens de consommation courante (7,9%).

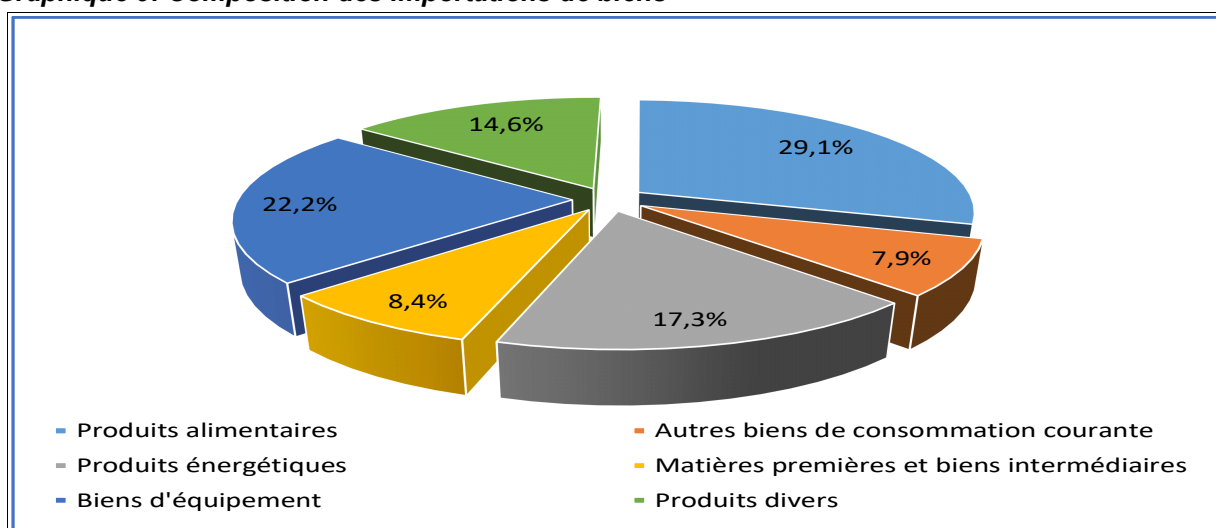
Tableau 10 : Importations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2017	2018	2019	2020	2021	Variations 2021/2020
Produits alimentaires	72,847.4	64,280.9	68,722.0	69,101.6	67,800.1	-1.9%
Autres biens de consommation courante	15,871.7	10,613.6	16,230.3	15,222.3	17,923.2	17.7%
Produits énergétiques	35,415.9	39,415.2	38,074.6	36,431.2	42,503.3	16.7%
Matières premières et biens intermédiaires	27,544.1	25,898.9	26,374.3	17,687.5	19,120.2	8.1%
Biens d'équipement	29,683.4	30,737.6	52,910.7	33,974.4	50,601.4	48.9%
Produits divers	23,995.3	20,638.6	23,538.5	35,611.6	30,252.3	-15.0%
Total importations de biens CAF	205,357.8	191,584.8	225,850.4	208,028.6	228,200.5	9.7%
Total importations de biens FOB	169,214.8	162,885.4	196,407.2	176,865.9	194,016.1	9.7%

Source : BCEAO

Graphique 9: Composition des importations de biens

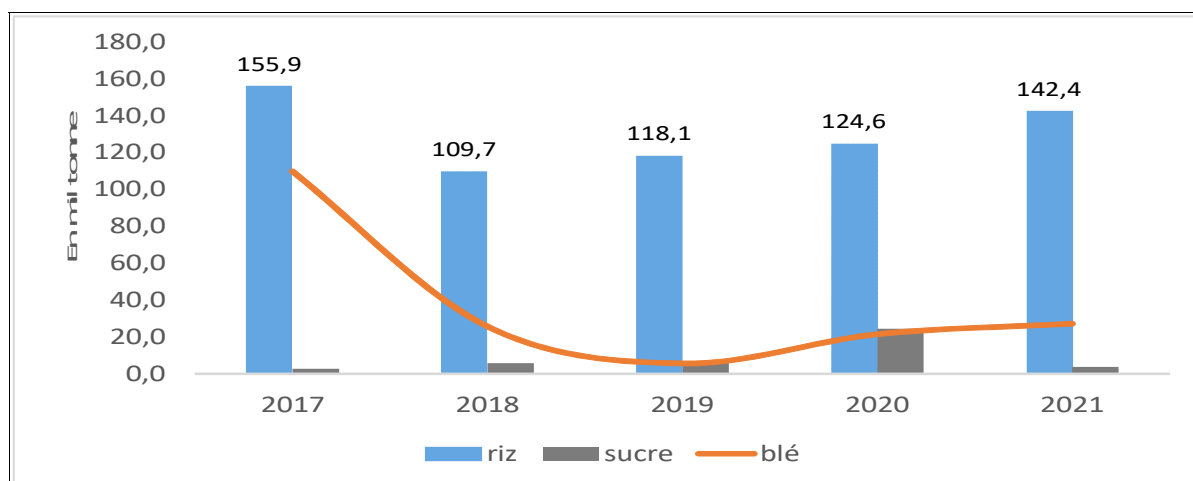


Source : BCEAO

1.1.2.2.1 - Produits alimentaires

Les importations de produits alimentaires ont enregistré une baisse de 1,9%. La baisse observée en 2021 a été induite par le recul des importations de sucres et sucreries, qui sont passées de 24.543,1 tonnes en 2020 à 3.673,9,1 tonnes en 2021. Les importations de produits céréaliers, constitués essentiellement du riz et du blé, ont augmenté par rapport à l'année précédente. Le volume des importations de blé qui était de 21.538,5 tonnes en 2020 est passé à 27.250,0 tonnes en 2021, soit une hausse de 26,5%. De même, le volume de riz importé a augmenté de 17.848,8 tonnes par rapport à son niveau de 2020, en se situant à 142.400,3 tonnes. Les importations de produits laitiers ont connu également un accroissement de 58,5% en termes de volume.

Graphique 6 : Évolution d'importation des produits alimentaires (en milliers de tonnes)



Source : BCEAO

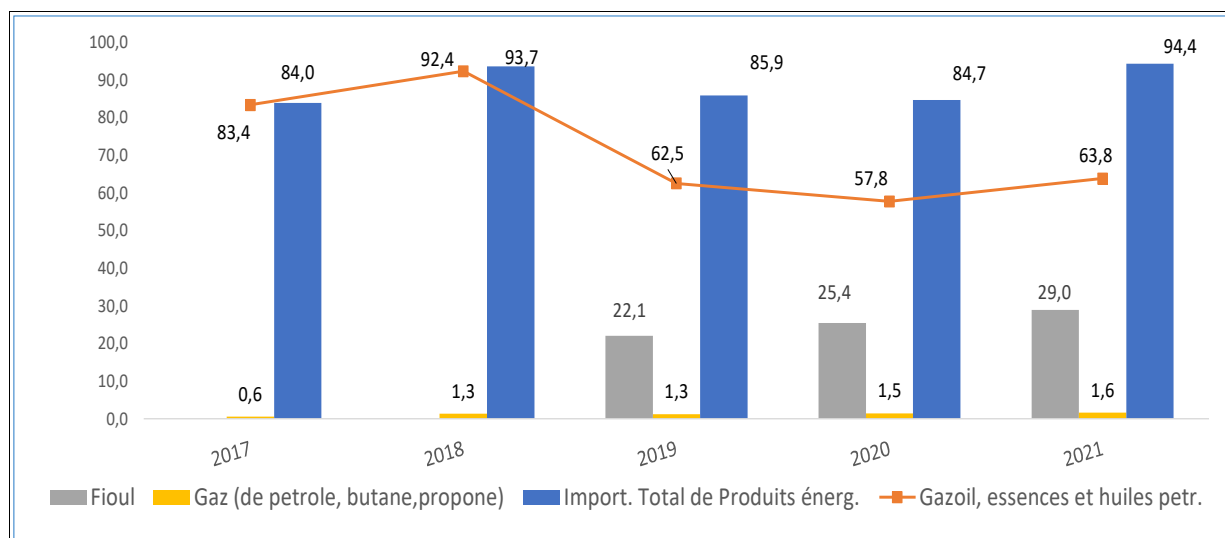
1.1.2.2.2 – Autres biens de consommation courante

Le volume des importations des autres biens de consommation courante a enregistré une hausse de 17,7%, induite principalement par les importations des boissons, qui ont augmenté de 36,3% en 2021. En termes de valeur, ces importations ont connu une augmentation de 2.700,9 millions de FCFA, pour se situer à 17.923,1 millions de FCFA contre 15.222,3 millions de FCFA.

1.1.2.2.3 – Produits énergétiques

En 2021, la facture pétrolière a enregistré une hausse de 16,7%, en rapport avec l'augmentation du volume importé et des prix de pétrole. Toutefois, la dépréciation du dollar américain en 2021 a diminué l'effet prix. Le volume des importations de produits énergétiques s'est situé à 94,4 milliers de tonnes contre 84,7 milliers de tonnes en 2020.

Graphique 7 : Évolution d'importation de produits énergétiques (en milliers de tonnes)



Source : BCEAO

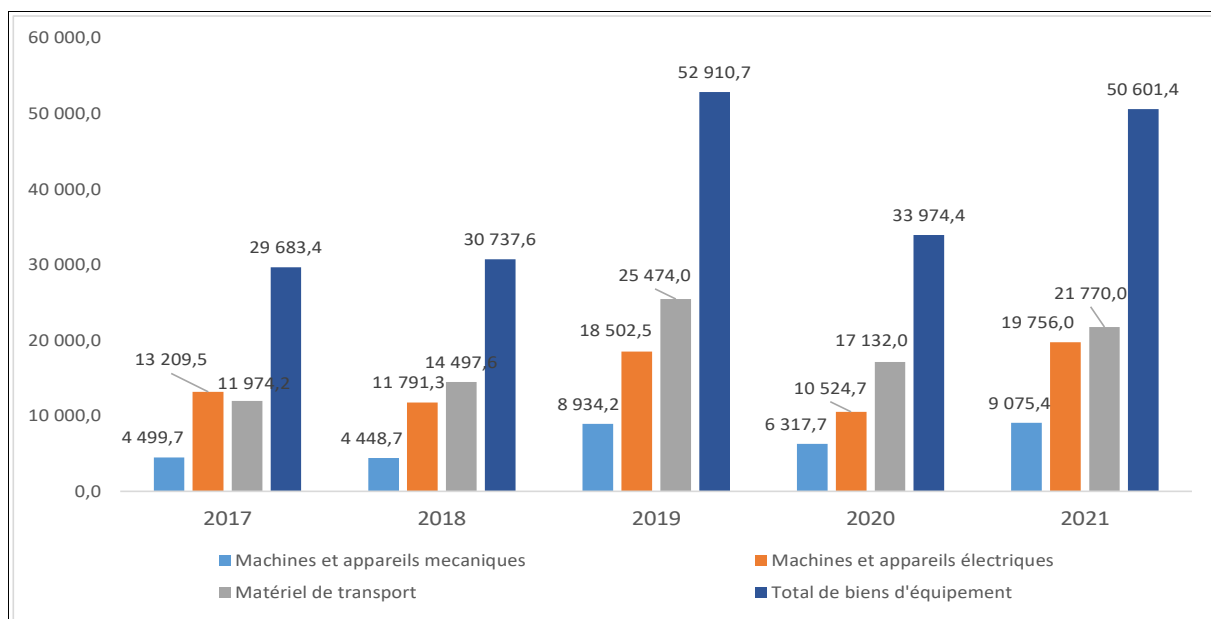
1.1.2.2.4 – Matières premières et biens intermédiaires

Les acquisitions de biens intermédiaires, composées notamment de matériaux de construction, affichent une hausse de 8,1%, en rapport avec la hausse des importations de ciment qui sont passées de 50.494,1 tonnes à 140.503,7 tonnes en 2021.

1.1.2.2.5 – Biens d'équipements

Les acquisitions de biens d'équipements ont enregistré une hausse de 48,9%, en rapport avec les importations d'équipements électriques dans le cadre notamment du projet de réforme du secteur de l'énergie.

Graphique 8 : Évolution d'importation de biens d'équipement (en millions de FCFA)



Source : BCEAO

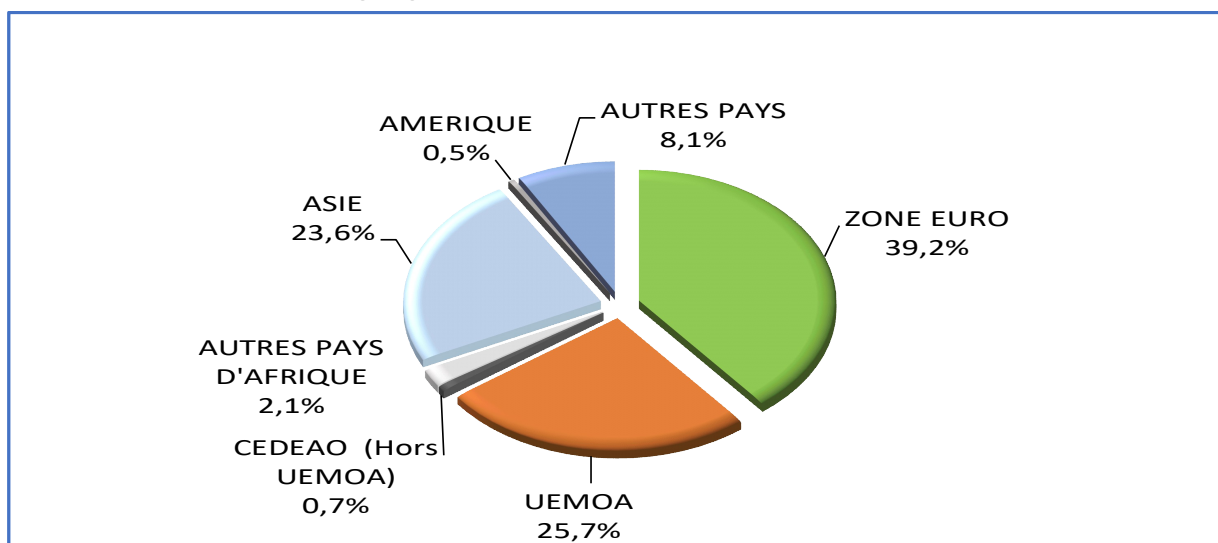
1.1.2.2.4 –Produit divers

Les importations de produits divers ont enregistré une baisse de 15,0%, contre une hausse de 30% enregistrée un an plus tôt, du fait notamment de la diminution des importations des produits de santé dont le volume avait fortement augmenté dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

1.1.2.3- Orientation géographique des importations

Le graphique 10 présente la ventilation géographique des importations de marchandises au cours de l'année 2020.

Graphique 10 : Orientation géographique des importations



Source : BCEAO

En 2021, l'Europe, principalement, la Zone Euro reste le premier fournisseur de la Guinée-Bissau. Son poids dans les importations totales s'est situé à 39,2% contre 34,0% en 2020. Les importations proviennent principalement du Portugal qui est le premier pays fournisseur de la Guinée-Bissau, avec une part importante dans les importations totales estimée à 32,8% contre 26,1% en 2020. Les importations en provenance de la Zone Euro sont constituées, pour la plupart, de produits pétroliers (huiles de pétrole, gas-oil, essence, et gaz), de produits alimentaires (boissons, blé essentiellement), et de biens d'équipements (matériels de transport, machines et appareils mécaniques et électriques). Les importations en provenance du Portugal ont connu une hausse de 38,1% en 2021, pour se situer à 63.612,0 millions contre 46.059,5 millions en 2020.

Le continent africain est le second fournisseur de la Guinée-Bissau, soutenu par les échanges avec le Sénégal qui est le second approvisionneur du pays. Les biens acquis sur le continent africain sont dominés par les biens d'équipements, les produits alimentaires et le pétrole raffiné. La part des importations en provenance de l'Afrique s'est située à 28,6% en 2021 contre 28,2% en 2020.

Tableau 11 : Évolution des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

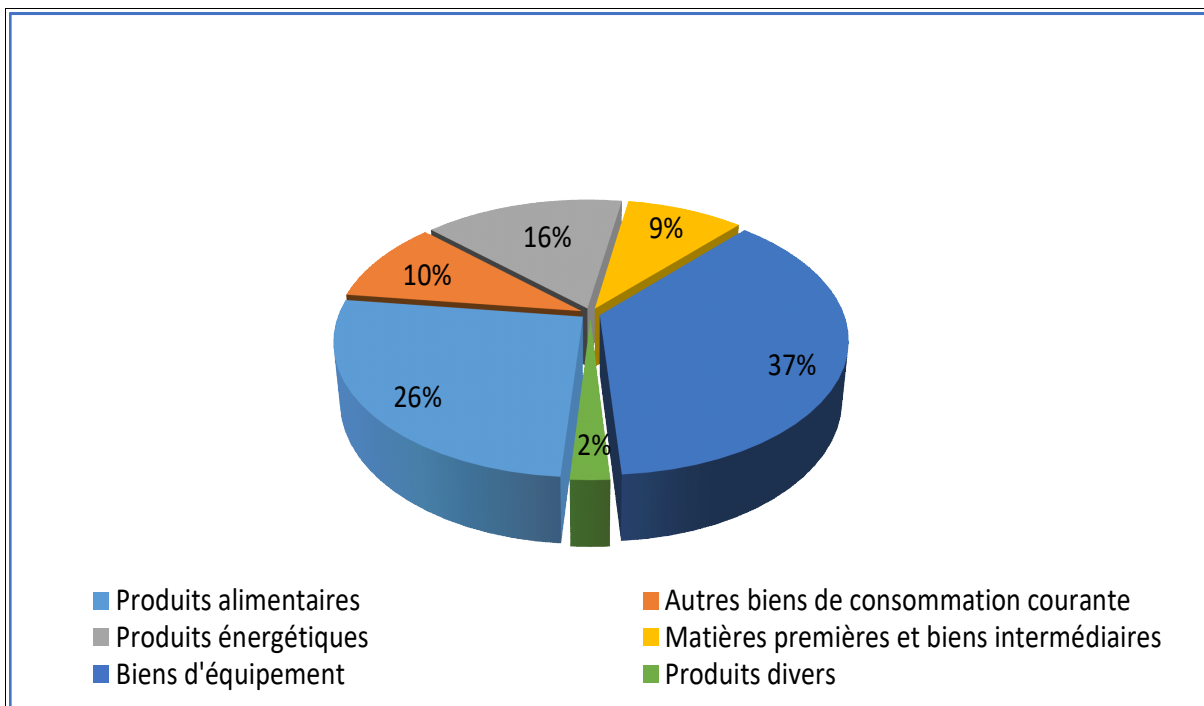
(En millions de F CFA)

Pays	2017	2018	2019	2020	2021
Bénin	32.3	203.8	140.7	79.2	1.4
Burkina	1.9	26.4	6.2	0.0	55.9
Côte d'Ivoire	654.9	958.7	1,031.3	815.9	1,111.8
Mali	309.9	263.2	219.0	244.7	428.3
Niger	70.1	9.6	0	0	0
Sénégal	39,307.6	49,881.0	49,972.1	39,917.1	47,901.7
Togo	47.6	392.7	162.2	4,475.6	358.5
UEMOA	40,424.3	51,735.4	51,531.5	45,532.5	49,857.5

Source : BCEAO

Les importations en provenance des autres pays de l'UEMOA sont constituées principalement des biens d'équipements (37%), des produits alimentaires (26%), des produits pétroliers (16%), des autres biens de consommation courante (10 %), des biens intermédiaires (9%) et des produits divers (2%). En 2021, les importations des biens d'équipements portent principalement sur les matériels des transports, les machines et les appareils mécaniques. Les produits alimentaires ont principalement concerné le riz et le blé.

Graphique 11 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union



Source : BCEAO

Les acquisitions de biens en provenance du continent asiatique sont soutenues par les importations de riz du Pakistan et de la Chine, les achats de biens d'équipements et intermédiaires de la Chine et de l'Inde. Les achats en provenance du continent américain ont représenté 0,5% du total des importations en 2021 contre 2,0% en 2020. Le Brésil occupe la première place avec 0,3%.

Tableau 12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2017		2018		2019		2020		2021	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
EUROPE	92,406.7	45.00%	78,923.1	48.23%	###	46.4%	60,060.8	34.0%	80,317.2	41.4%
U. EUROPEENNE (ZONE EUO)	92,406.7	45.0%	75,233.4	48.2%	70,279.7	31.1%	56,596.5	32.1%	76,092.7	39.2%
Belgique	769.2	0.4%	706.9	0.4%	172.7	0.1%	259.1	0.1%	379.4	0.2%
France	2,313.3	1.1%	1,559.6	1.2%	1,455.3	0.6%	1,252.1	0.7%	1,757.7	0.9%
Allemagne	953.6	0.5%	971.8	0.5%	899.1	0.4%	467.8	0.3%	813.0	0.4%
Italie	2,813.8	1.4%	1,679.7	1.5%	1,348.1	0.6%	636.3	0.4%	702.5	0.4%
Pays-Bas	7,848.1	3.8%	6,364.7	4.1%	6,415.1	2.8%	5,640.8	3.2%	5,896.6	3.0%
Portugal	69,744.6	34.0%	58,877.9	36.4%	57,478.4	25.4%	46,059.5	26.1%	63,612.0	32.8%
Espagne	7,964.1	3.9%	5,072.8	4.2%	2,511.0	1.1%	2,280.9	1.3%	2,931.7	1.5%
AUTRES PAYS DE L'UE	0.0	0.0%	335.5	0.0%	148.6	0.1%	855.4	0.5%	777.1	0.4%
Danemark	0.0	0.0	0.0	0.0%	0.0	0.0%	79.9	0.0%	81.3	0.0%
Pologne	0.0	0.0	0.0	0.0%	0.0	0.0%	1.5	0.0%	7.3	0.0%
Suède	0.0	0.0%	678.8	0.0%	533.8	0.2%	774.0	0.4%	688.5	0.4%
AUTRES PAYS D'EUROPE	0.0	0.0%	3,354.3	0.0%	34,304.0	15.2%	2,608.9	1.5%	3,447.4	1.8%
Royaume-Uni	604.2	0.3%	335.5	0.3%	148.6	0.1%	313.8	0.0	134.3	0.1%
Suisse	0.0	0.0%	33.5	0.0%	0.0	0.0%	633.3	0.0	37.5	0.0%
Turquie	678.6	0.3%	3,317.2	0.4%	34,300.0	15.2%	1,975.6	1.1%	3,408.8	1.8%
Russie	0.0	0.0%	3.5	0.0%	4.0	0.0%	0.0	0.0%	1.0	0.0%
AFRIQUE	49,108.3	23.9%	59,981.9	25.6%	59,839.3	26.5%	49,813.7	28.2%	55,560.3	28.6%
UEM OA	40,426.6	19.7%	51,735.4	21.1%	51,531.5	22.8%	45,532.5	25.8%	49,857.5	25.7%
Bénin	32.3	0.0%	203.8	0.0%	140.7	0.1%	79.2	0.0%	1.4	0.0%
Burkina	1.9	0.0%	26.4	0.0%	6.2	0.0%	0.0	0.0%	55.9	0.0%
Côte d'Ivoire	654.9	0.3%	958.7	0.3%	1,031.3	0.5%	815.9	0.5%	1,111.8	0.6%
Mali	309.9	0.2%	263.2	0.2%	219.0	0.1%	244.7	0.1%	428.3	0.2%
Niger	70.1	0.0%	9.6	0.0%	0.0	0.0%	0.0	0.0%	0.0	0.0%
Sénégal	39,307.6	19.1%	49,881.0	20.5%	49,972.1	22.1%	39,917.1	22.6%	47,901.7	24.7%
Togo	49.9	0.0%	392.7	0.0%	162.2	0.1%	4,475.6	2.5%	358.5	0.2%
CEDEAO (hors UEM OA)	7,200.9	3.5%	6,539.0	3.8%	7,538.2	3.3%	2,995.6	1.7%	1,407.6	0.7%
Cap - Vert	2.4	0.0%	10.2	0.0%	118.3	0.1%	599.0	0.3%	12.7	0.0%
Gambie	6,991.5	3.4%	6,244.6	3.6%	7,040.7	3.1%	843.9	0.5%	959.9	0.5%
Ghana	112.7	0.1%	25.4	0.1%	0	0.0%	441.9	0.3%	72.6	0.0%
R. Guinée	53.9	0.0%	258.8	0.0%	379.2	0.2%	1,110.7	0.6%	345.9	0.2%
Nigéria	40.3	0.0%	0.0	0.0%	0.0	0.0%	0.1	0.0%	16.5	0.0%
CEM AC	0.0	0.0%	0.0	0.0%	1.7	0.0%	0.0	0.0%	310.5	0.2%
Cameroun	0.0	0.0%	0.0	0.0%	0	0.0%	0.0	0.0%	309.5	0.2%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	1,480.8	0.7%	1,707.5	0.8%	767.9	0.3%	1,285.6	0.7%	3,984.6	2.1%
Algérie	0.0	0.0%	0.0	0.0%	1.0	0.0%	414.8	0.2%	2,510.7	1.3%
Mauritanie	58.6	0.0%	3.3	0.0%	8.8	0.0%	66.1	0.0%	7.3	0.0%
Maroc	1,034.7	0.5%	1,678.7	0.5%	411.2	0.2%	232.4	0.1%	1,301.4	0.7%
Afrique du Sud	128.0	0.1%	6.6	0.1%	227.6	0.1%	198.7	0.1%	100.9	0.1%
Tunisie	200.5	0.1%	18.9	0.1%	95.2	0.0%	362.6	0.2%	29.2	0.0%
Egypte	36.5	0.0%	0.0	0.0%	10.6	0.0%	11.0	0.0%	35.2	0.0%
AMERIQUE	2,204.5	1.1%	3,356.9	1.2%	3,936.2	1.7%	15,564.4	8.8%	929.3	0.5%
Brésil	1,959.0	1.0%	3,071.5	1.0%	3,759.1	1.7%	472.1	0.3%	502.7	0.3%
Canada	1.6	0.0%	9.6	0.0%	0	0.0%	63.7	0.0%	23.3	0.0%
Etats-Unis	243.9	0.1%	275.7	0.1%	173.1	0.1%	2,690.3	1.5%	400.3	0.2%
ASIE	48,204.8	23.5%	40,331.2	25.2%	44,855.4	19.9%	42,490.6	24.1%	45,707.1	23.6%
Chine	12,947.1	6.3%	10,456.5	6.8%	10,558.6	4.7%	14,514.2	8.2%	17,221.7	8.9%
Inde	10,693.7	5.2%	8,673.7	5.6%	8,385.8	3.7%	6,398.9	3.6%	7,593.9	3.9%
Japon	17.4	0.0%	0.0	0.0%	393.8	0.2%	7.2	0.0%	297.6	0.2%
Liban	129.6	0.1%	0.0	0.1%	72.7	0.0%	411.7	0.2%	412.7	0.2%
Malasie	1,298.2	0.6%	1,007.3	0.7%	823.8	0.4%	195.6	0.1%	237.3	0.1%
Pakistan	17,320.1	8.4%	14,780.5	9.0%	14,666.4	6.5%	11,731.3	6.6%	13,870.4	7.1%
Singapour	1,934.6	0.9%	1,456.2	1.0%	4,995.5	2.2%	2,383.6	1.4%	1,590.2	0.8%
Vietnam	0.0	0.0%	7.2	0.0%	45.1	0.0%	654.1	0.4%	302.4	0.2%
Thaïlande	782.1	0.4%	743.6	0.4%	2,606.1	1.2%	2,759.6	1.6%	1,862.5	1.0%
Emirats Arabes Unis	2,545.9	1.2%	3,043.5	1.3%	2,139.6	0.9%	2,329.1	1.3%	1,714.7	0.9%
Indonésie	536.0	0.3%	162.7	0.3%	97.4	0.0%	40.1	0.0%	16.6	0.0%
Arabie Saoudite	0.0	0.0	0.0	0.0%	0.0	0.0%	966.2	0.5%	512.3	0.3%
Bangladesh	0.0	0.0	0.0	0.0%	0.0	0.0%	68.6	0.0%	72.8	0.0%
AUTRES PAYS	13,433.6	6.5%	8,991.6	7.0%	12,487.2	5.5%	8,622.6	4.9%	11,502.2	5.9%
TOTAL GENERAL	###	100.0%	###	107.2%	###	100.0%	###	100.0%	###	109.9%
EUROPE	92,406.7	45.0%	78,923.1	48.2%	###	46.4%	72,074.6	40.8%	80,317.2	41.4%
AFRIQUE	49,108.3	23.9%	59,981.9	25.6%	59,839.3	26.5%	49,813.7	28.2%	55,560.3	28.6%
AMERIQUE	2,204.5	1.1%	3,356.9	1.2%	3,936.2	1.7%	15,564.4	8.8%	929.3	0.5%
ASIE	48,204.8	23.5%	40,331.2	25.2%	44,855.4	19.9%	34,490.6	19.5%	45,707.1	23.6%

Sources : Douanes et BCEAO

1.2- Balance de services

En 2021, le solde déficitaire de la balance des services, s'est établi à 73.891,4 millions contre 65.253,2 millions l'année précédente.

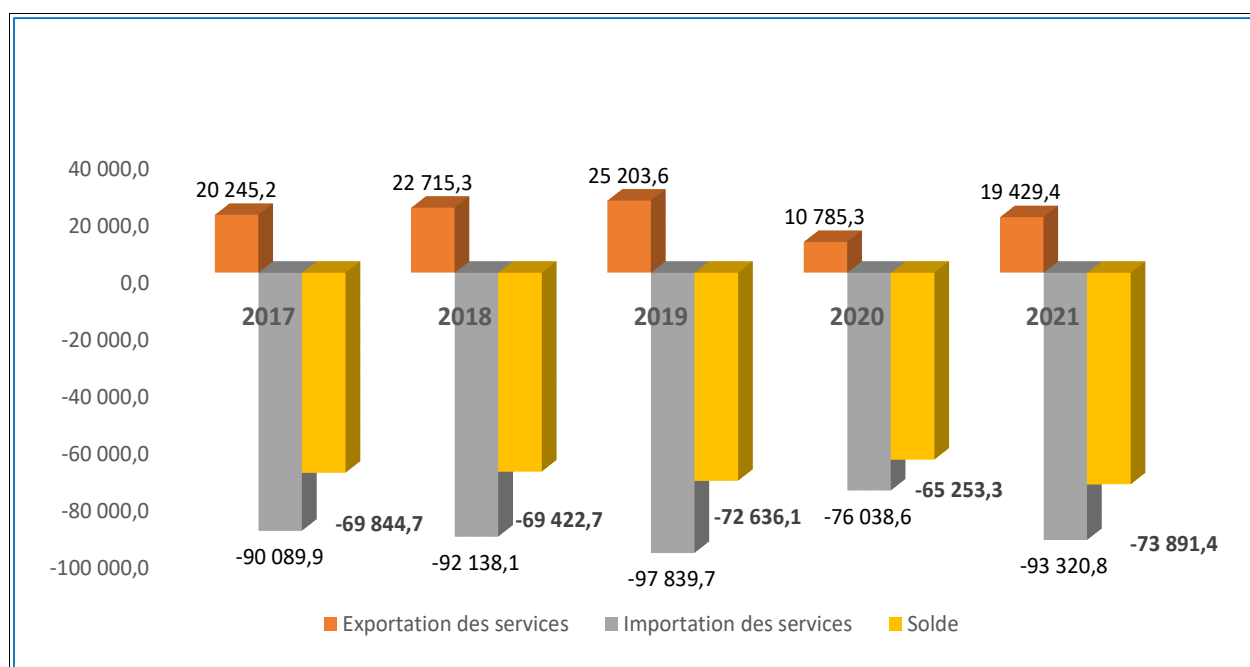
Tableau 13 : Évolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Poste	2017	2018	2019	2020	2021
Transport	-33,751.2	-26,719.0	-28,542.6	-29,159.7	-32,851.1
<i>Dont fret¹</i>	-33,678.8	-26,726.9	-27,497.9	-29,124.7	-31,948.1
Voyage	-27,339.1	-30,393.5	-39,976.2	-28,874.3	-28,624.3
Autres services	-8,754.4	-12,310.3	-4,117.4	-7,219.2	-12,416.0
Total services nets	-69,844.7	-69,422.7	-72,636.1	-65,253.2	-73,891.4

Source : BCEAO

Graphique 12 : Évolution de la balance des services (en millions de FCFA)

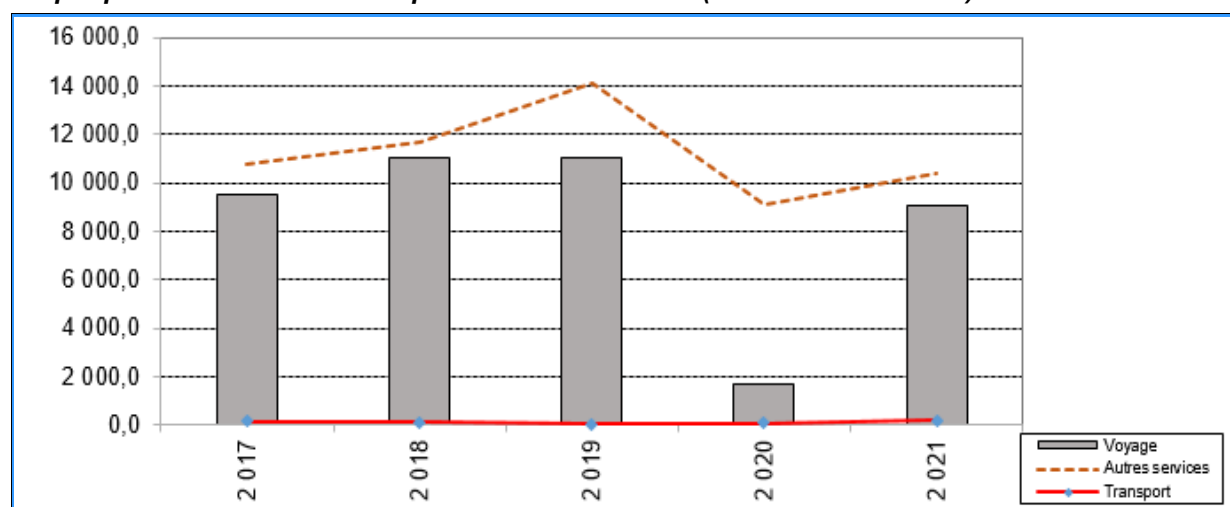


Source : BCEAO

1.2.1- Exportations de services

En 2021, les exportations des services se sont situées à 19.429,4 millions contre 10.785,3 millions en 2020. Le poste « voyage » a connu une forte hausse, se situant à 9.024,1 millions en 2021, en rapport avec la reprise des voyages à titre personnel, qui se sont situés à 5.341,4 millions contre 480,3 millions l'année précédente, grâce à l'allègement des mesures sanitaires mises en place pour diminuer la propagation de la Covid-19. Les exportations au titre des « autres services » affichent également une hausse, se fixant à 10.221,1 millions contre 9.010,2 millions en 2020. Le poste « transport » reste marginal.

Graphique 13 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA)



Source : BCEAO

Les recettes en provenance des pays de l'UEMOA, au titre du tourisme (poste voyage) ont connu une augmentation de 24,9% en 2021, pour se situer à 2.702,6 millions contre 2.163,9 millions en 2020. Les recettes touristiques proviennent principalement du Sénégal et du Mali.

Tableau 14 : Évolution des recettes touristiques en provenance des pays de l'UEMOA

(En millions de F CFA)

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020
Bénin	155.1	158.8	193.4	137.3	169.2	23.2%
Burkina	99.3	145.8	123.8	309.3	108.3	-65.0%
Côte d'Ivoire	86.4	88.4	107.7	76.4	94.2	23.3%
Mali	918.3	939.7	1,144.9	812.7	1,001.6	23.2%
Niger	25.0	32.5	39.6	28.1	34.6	23.1%
Sénégal	1,428.9	1,583.7	1,640.4	707.5	1,180.6	66.9%
Togo	104.6	107.0	130.4	92.6	114.1	23.2%
UEMOA	2,817.5	3,055.8	3,380.2	2,163.9	2,702.6	24.9%

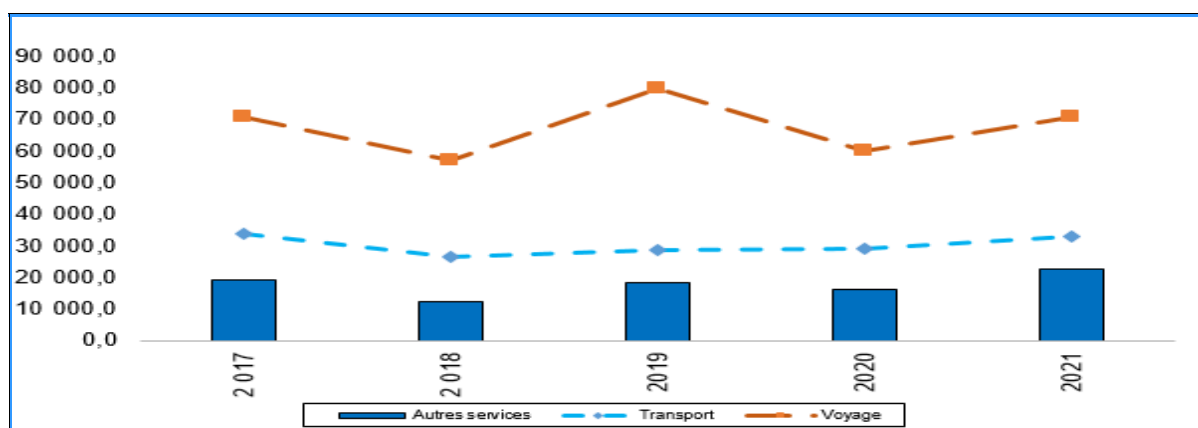
Source : BCEAO

1.2.2- Importations de services

En 2021, les importations de services se sont situées à 93.320,8 millions contre 76.038,6 millions enregistrés en 2020. Le poste « Transport » a connu une hausse de 13,1%, se situant à 33.035,3 millions contre 29.244,2 millions, en rapport avec la hausse du Fret, induite par l'augmentation des importations. Le poste « Voyage » est passé de 30.564,8 millions en 2020 à 37.648,4 millions en 2021, en rapport avec la reprise des voyages à l'international¹. S'agissant des importations d'autres services, elles ont enregistré une hausse de 39,5%.

¹En 2021 malgré la persistance de la Covid-19, les États ont enlevé progressivement les barrières sanitaires, permettant ainsi la mobilité des personnes.

Graphique 14: Structure des importations de services (en millions de FCFA)



Source : BCEAO

Les dépenses vers des pays de l'UEMOA au titre du tourisme ont connu également une hausse, pour se situer à 3.230,1 millions contre 2.030,3 millions en 2020. Le Sénégal demeure la principale destination.

Tableau 15: Évolution des dépenses de tourisme du pays vers les autres pays de l'UEMOA

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020
Bénin	62.0	37.4	37.4	16.7	7.0	-58.1%
Burkina	144.0	602.1	602.1	16.2	13.0	-19.8%
Côte d'Ivoire	147.4	151.0	151.0	0.0	37.3	
Mali	3.4	40.3	40.3	4.5	57.7	1182.2%
Niger	16.6	74.4	74.4	115.4	37.6	-67.4%
Sénégal	3,967.0	4,748.0	4,748.0	1,861.6	3,067.5	64.8%
Togo	45.5	256.2	256.2	15.9	9.9	-37.7%
UEMOA	4,385.9	5,909.4	5,909.4	2,030.3	3,230.0	59.1%

Source : BCEAO

1.3- Compte du revenu primaire

La balance du revenu primaire est constituée de la rémunération des salariés, des revenus des investissements et des autres revenus primaires. En 2021, le solde excédentaire de 9.415,3 millions enregistré est en rapport avec les décaissements de la compensation financière de l'Union Européenne, dans le cadre des accords de pêche.

Le solde des revenus du travail est ressorti à 7.517,3 millions contre 3.654,3 millions l'année précédente². Cette hausse est en rapport avec la hausse des revenus des travailleurs saisonniers après le recul induit par la Covid-19.

²Le solde du compte des rémunérations des salariés est ressorti excédentaire à partir de 2014 avec la prise en compte à partir de cette année des revenus des travailleurs saisonniers.

Tableau 16 : Revenu primaire

(En millions de FCFA)

Poste	2017	2018	2019	2020	2021	Variations 2021/2020
Rémunérations des salariés	8,531.2	9,339.1	8,759.9	3,654.3	7,517.3	105.7%
Revenus des investissements	-5,369.8	-42,249.3	-7,785.9	-7,505.8	-16,912.1	125.3%
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	2,076.0	2,103.4	3,445.6	5,679.0	5,175.5	-8.9%
Autres revenus primaires	5,238.4	4,503.1	14,570.7	18,489.8	18,810.5	1.7%
Revenu primaire net	8,399.8	-28,407.1	15,544.7	14,638.3	9,415.7	-35.7%

Source : BCEAO

1.4- Compte du revenu secondaire

L'excédent du compte de revenu secondaire a affiché une légère hausse, passant de 82.156,1 millions en 2020 à 84.372,2 millions en 2021, en rapport avec la hausse des transferts des migrants reçus.

Tableau 17 : Revenu secondaire

Poste	2017	2018	2019	2020	2021	Variations 2021/2020
Administration publique	9,605.0	10,170.9	10,000.0	27,808.0	24,893.3	-10.5%
<i>Dont aide budgétaire</i>	25,000.0	2,786.9	0.0	11,000.0	2,864.9	-74.0%
Autres secteurs	25,791.1	31,883.7	23,079.8	54,348.1	59,478.9	9.4%
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	24,503.2	30,246.5	22,372.0	51,773.0	57,276.7	10.6%
Revenu secondaire net	35,396.1	42,054.6	33,079.8	82,156.1	84,372.2	2.7%

Source : BCEAO

Les transferts courants publics nets sont ressortis en 2021 à 24.893,3 millions contre 27.808,0 millions en 2020. Ce repli est en ligne avec la réduction des appuis à l'administration public, dans le cadre de lutte contre la Covid-19. Les appuis à l'administration centrale proviennent essentiellement du Système des Nations Unies avec une contribution de 14.173,6 millions, de la Banque Mondiale 2.441,8 millions de FCFA, du Fonds Mondial 2.436,4 millions de FCFA et de la Banque Africaine de Développement 2.017,5 millions de FCFA.

Le solde des transferts privés³ nets affiche une hausse en rapport avec une progression des réceptions alors que les envois enregistrent une légère baisse. En effet, les transferts reçus en 2021

³Une enquête sur les envois de fonds des travailleurs migrants a été réalisée en 2011 et les résultats de cette enquête ont permis une meilleure prise en compte de ces flux, dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements. En 2016, les données sur ces flux ont été collectées auprès des banques de la place. En dehors de ces circuits officiels, les ménages passent également par des canaux informels pour réaliser des transferts ou recevoir des fonds. Ces flux sont pris en compte dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, en utilisant les résultats issus de l'enquête réalisée en 2011.

se sont situés à 90.994,0 millions contre 86.026,1 en 2020 millions, soit une hausse de 5,8%. Les transferts reçus proviennent principalement des pays européens, particulièrement du Portugal (20,9%), de la France (20,2%), du Royaume-Uni (11%), de l'Espagne (10,5%) et de l'Italie (5,3%), des pays de l'Amérique, notamment, des EUA (3,8%) et du Brésil (2,6%), des autres pays de l'UEMOA notamment du Sénégal (1,9%). Les transferts émis sont principalement destinés au Portugal (26,1%) et au Sénégal (9,9%).

Les transferts provenant des autres pays de l'UEMOA se sont situés à 2.242,8 millions en 2021 contre 7.393,1 millions en 2020. Les transferts émis vers les pays de l'UEMOA se sont situés à 8.806,8 millions en 2021 contre 7.393,1 millions en 2020.

S'agissant des transferts émis, ils se sont situés à 33.717,3 millions en 2021 contre 34.253,1 millions en 2020, soit une baisse de 1,6%.

Tableau 18 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3,431.0	8,122.4	138.0	1,518.9	10,248.4	5,689.7	4,754.4	33,902.8
	Burkina	6,338.8		20,090.2	25.8	14,612.4	9,049.8	16,376.0	11,902.8	78,395.7
	Côte d'Ivoire	15,779.4	48,074.8		530.3	63,521.6	11,418.7	41,116.8	39,393.2	219,834.7
	Guinée-Bissau	383.8	77.8	570.8		887.3	633.2	5,901.1	352.7	8,806.8
	Mali	5,981.4	12,504.1	18,240.3	52.1		9,023.0	23,993.5	10,869.5	80,664.0
	Niger	6,959.7	2,478.0	6,759.6	78.1	4,925.2		4,650.8	7,940.5	33,791.9
	Sénégal	6,303.5	4,333.1	22,890.0	1,213.7	23,774.2	7,998.4		5,666.8	72,179.7
	Togo	3,327.8	3,589.5	6,485.0	204.8	2,402.4	8,608.9	5,091.4		29,709.6
	UEMOA	45,074.3	74,488.3	83,158.3	2,242.8	111,641.9	56,980.5	102,819.4	80,879.8	557,285.2

Source : BCEAO

II- COMPTE DE CAPITAL

2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Ce compte enregistre les transactions relatives aux acquisitions et cessions d'actifs corporels (terre, ressources du sous-sol, etc...) qui sont utiles ou indispensables à la production de biens et services et des actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc...). En 2021, ce poste n'a enregistré aucune transaction.

2.2- Transferts de capital

L'excédent du solde du compte de capital a enregistré une hausse, s'établissant à 12.556,3 millions de FCFA en 2021 contre 9.019,0 millions de FCFA l'année précédente, en rapport avec la hausse de ressources reçues dans le cadre du financement des projets publics. Ainsi, l'Etat a reçu des appuis financiers notamment, du Système des Nations Unies (SNU) (3.916,2 millions), de la Banque Mondiale (2.080,0 millions), de l'Union Européenne (667,811 millions), de la République Populaire de

Chine (641,0 millions), du Fond Mondial (453,3 millions) et de la Banque Africaine de Développement (277,0 millions) etc.

Les transferts des autres secteurs, destinés principalement aux ONGs intervenant dans les secteurs sociaux et dans l'agriculture, affichent une hausse par rapport à 2020, se situant à 1.050 millions.

Tableau 19 : Compte de capital

(En millions de FCFA)

Poste	2017	2018	2019	2020	2021	Variations 2021/2020
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-699.0	-391.3	0.0	0.0	0.0	0.0%
Transferts de capital	61,280.1	23,796.5	16,356.0	9,019.0	12,556.3	39.2%
Administration publique	59,867.2	22,140.1	14,700.0	8,241.1	11,506.3	39.6%
Autres secteurs	1,412.9	1,656.4	1,656.0	777.9	1,050.0	35.0%
Solde du compte de capital	60,581.1	23,405.2	16,356.0	9,019.0	12,556.3	39.2%

Source : BCEAO

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, selon l'optique de la BCEAO, englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents. Il est composé des investissements directs, des investissements de portefeuille, des dérivés financiers ainsi que des autres investissements. Le tableau 16, présente l'évolution de ce compte de 2017 à 2021.

Tableau 20 : Compte financier

(En millions de FCFA)

Poste	2017	2018	2019	2020	2021	Variations 2021/2020
Investissements directs	-8,917.2	-11,647.2	-41,757.2	-11,900.5	-9,750.3	-18.1%
Investissements de portefeuille	-8,478.0	-18,242.9	-17,642.9	-52,209.8	-50,807.2	-2.7%
Autres investissements	52,687.9	10,297.4	12,862.8	-7,348.0	10,852.6	-247.7%
Solde du compte financier	35,292.7	-19,592.8	-46,537.3	-71,458.8	-49,704.9	-30.4%

Source : BCEAO

3.1- Investissements directs étrangers

Les investissements directs sont constitués de nouvelles prises de participation dans le capital, des bénéfiques réinvestis ainsi que des dettes et créances entre entreprises apparentées. Au cours de l'année 2021, les entrées nettes au titre des Investissements directs étrangers, c'est-à-dire, le flux des investissements des privés non-résidents dont les montants représentent individuellement au moins 10% du capital social, ont baissé pour se situer à 9.750,3 millions contre 11.900,5 millions en 2020. Les principaux secteurs bénéficiaires de ces flux sont l'hôtellerie et la restauration et les

télécommunications. Par instruments, ces flux sont induits principalement par des renforcements des capitaux propres.

Encadré 1 : Dispositif de l'Union en matière de suivi des Investissements Directs Étrangers (IDE)

Dans le cadre du processus d'amélioration de la disponibilité et de la qualité des données des comptes extérieurs, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union a été renforcé, avec l'administration à compter de 2009, d'un formulaire complémentaire destiné au recueil d'informations sur les fonds propres des entreprises. Ce formulaire, administré conjointement avec le questionnaire de la balance des paiements transmis aux entreprises, permet de recueillir des renseignements sur les investissements étrangers, selon l'orientation géographique et sectorielle. Le formulaire de collecte des données sur les IDE a été complété en intégrant à partir de 2011, les opérations d'emprunt, de crédits commerciaux et de dépôts, qui sont classées parmi les investissements étrangers au sein de la balance des paiements.

Ainsi, ce dispositif permet d'approfondir les analyses sur les investissements directs étrangers et de faire ressortir les risques pesant sur les financements extérieurs de nos États, en facilitant une décomposition des flux par secteur, par instruments de dette et par partenaires. De même, ces données contribuent au renforcement des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, à travers un élargissement de leur champ de couverture aux corrections d'asymétries sur les flux intracommunautaires au titre des investissements directs étrangers (IDE). Elles permettent également aux pays de l'Union de participer à l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID), dont l'adhésion à compter de l'édition 2011 a été autorisée par les Autorités de la Banque Centrale.

3.2- Investissements de portefeuille

Au cours de l'année 2021, les entrées nettes au titre des Investissements de portefeuille se sont situées à -50.807,2 millions contre -22.172,8 millions de FCFA en 2020. Elles concernent principalement les émissions et remboursement des titres publics émis sur le marché des titres de l'Union.

3.3- Dérivés financiers

Aucun montant n'a été enregistré sous cette rubrique.

3.4- Autres investissements

Les autres investissements sont constitués principalement des crédits commerciaux, des numéraires et dépôts, des transactions liées à l'endettement public et les autres comptes à payer et/ou à recevoir. Ils sont passés d'un solde de 46.164,6 millions en 2020 à 27.376,4 en 2021. Ce recul des sorties nettes est en rapport avec les décaissements reçus par l'État pour le financement des projets

publics en 2021.

IV- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

4.1- Évolution de la position extérieure globale nette

A fin 2021, la position extérieure globale nette s'est établie à -225.385,9 millions contre -238.804,7 millions en 2020, soit une amélioration de 13.418,8 millions, en rapport avec une hausse des actifs plus importante que celle du stock des passifs .

Le stock d'actifs financiers s'est établi à 652.075,4 millions à fin 2021, en hausse de 68.593,6 millions par rapport à 2020. Cette évolution fait suite à un accroissement de 36.453,9 millions des actifs des avoirs de réserve et de 21.345,7 des placements au titre des autres investissements et de 10.269,0 millions des placements au titre des investissements de portefeuille. Le stock des investissements directs a augmenté de 525 millions.

S'agissant du stock du passif, il s'est établi à 877.461,3 millions à fin 2021, en hausse de 55.174,8 millions par rapport à l'année précédente, suite à une augmentation de 50.838,2 du stock des investissements de portefeuille et de 10.245,2 millions du stock des investissements directs dans le pays. Par ailleurs, les engagements au titre des autres investissements ont diminué de 5.908,6 millions.

A fin 2021, le stock des ressources mobilisées au titre des investissements directs étrangers s'est établi à 188.973,4 millions de FCFA dont 72.199,6 millions proviennent des autres pays de l'UEMOA, 38.723,5 millions de la zone euro, 29.300,0 millions de l'Europe hors UE, 19.213,0 millions des autres pays de l'Afrique hors CEDEAO, 9.500,5 millions de la CEMAC, 8.805,7 de l'Amérique et 6.052,0 millions de l'Asie.

Tableau 21 : Variation de la position extérieure globale

(En millions de FCFA)

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers	583,481.81	4,957.27	652,075.40
Investissements directs	1,960.70	0.00	2,485.70
Investissements de portefeuille	116,573.00	225.00	126,842.0
Dérivés financiers	0.00	0.00	0.0
Autres investissements	206,447.51	2,458.37	227,793.20
Avoirs de réserves	258,500.60	2,273.90	294,954.5
Stocks de passifs financiers	822,286.50	2,580.50	877,461.3
Investissements directs	188,973.35	0.00	199,218.6
Investissements de portefeuille	127,677.50	0.00	178,515.7
Dérivés financiers	0.00	0.00	0.0
Autres investissements	505,635.65	2,580.50	499,727.1
Position extérieure globale nette	-238,804.69	2,376.77	-225,385.90

Source : BCEAO

4.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale

Le stock d'actifs est détenu essentiellement par la Banque Centrale à travers les avoirs de réserves qui représentent 45,2 % du total des actifs financiers. Les autres sociétés détiennent 33,6% du stock des avoirs financiers, dont les avoirs sont constitués principalement de crédits commerciaux, de dépôts et des autres comptes à recevoir consentis à leur clientèle, contre 21,2% des autres institutions de dépôts.

Le stock des engagements financiers est constitué principalement par l'Administration Publique qui représente 75,4%, les autres sociétés 24,5% et la Banque Centrale 8,8%. Il concerne principalement la dette publique et les investissements directs étrangers. Le stock des IDE s'est situé à 199.218,6 millions de FCFA et les principaux secteurs bénéficiaires sont la communication, le commerce de gros et détail, la production et la distribution d'électricité, le secteur bancaire, l'hôtellerie et la restauration.

Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)

(En millions de FCFA)

Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Sous total	Autres secteurs		Total
					Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
Stock d'actifs financiers	294,954.5	137,969.0	0.0	432,923.5	1,398.8	217,753.1	652,075.40
Investissements directs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2,485.7	2,485.70
Investissements de portefeuille	0.0	124,973.0	0.0	124,973.0	1,398.8	470.2	126,842.00
Dérivés financiers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.00
Autres investissements	0.0	12,996.0	0.0	12,996.0	0.0	214,797.2	227,793.20
Avoirs de réserves	294,954.5	0.0	0.0	294,954.5	0.0	0.0	294,954.50
Or monétaire		0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.00
Droits de tirage spéciaux	48,376.1	0.0	0.0	48,376.1	0.0	0.0	48,376.10
Position de réserve au FMI	4,085.2	0.0	0.0	4,085.2	0.0	0.0	4,085.20
Autres avoirs de réserve	242,493.2	0.0	0.0	242,493.2	0.0	0.0	242,493.20
							0.0
Stocks de passifs financiers	77,440.5	26,567.0	557,914.9	661,922.4	21,925.1	193,613.8	877,461.30
Investissements directs	0.0			0.0	21,215.1	178,003.45	199,218.55
Investissements de portefeuille		1,800.0	176,715.7	178,515.7			178,515.70
Dérivés financiers				0.0			0.00
Autres investissements	77,440.5	24,767.0	381,199.2	483,406.7	710.0	15,610.4	499,727.05
							0.00
Position extérieure globale nette	67,417.3	102,094.0	-522,757.8	-257,705.1	-17,216.9	16,825.2	-225,385.90

Source : BCEAO

CONCLUSION

L'évolution des transactions extérieures en 2021 s'est traduite par une amélioration de 15,4% de l'excédent du solde global de la balance des paiements par rapport à l'année précédente, en rapport avec une réduction du déficit des comptes des transactions courantes. Ces évolutions sont liées principalement à la forte hausse du volume exporté de la noix de cajou et des prix à l'exportation. Elles sont également imputables à la hausse des transferts privés.

Toutefois, le déficit du compte courant reste persistant et le pays est fortement dépendante des exportations de noix de cajou, ce qui rend l'économie vulnérable aux chocs externes. Ainsi, il apparaît urgent d'accélérer le processus de diversification de l'économie et particulièrement des exportations. La contribution du secteur minier est toujours marginale malgré les potentiels importants, notamment, en termes d'exploitation et de production de bauxite et de phosphate. Dans ce cadre, les réformes prévues dans ce secteur devraient être mises en œuvre. La contribution du secteur de pêche reste également faible malgré le potentiel du pays. La promotion des activités dans cette filière participerait à l'accroissement et à la diversification des exportations. Le secteur du tourisme présente également des potentialités importantes à mettre en valeur à travers des projets et des réformes adaptés.

ANNEXE

Table des annexes

ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale	36
ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements.....	41
ANNEXE 3- Matrice des envois de fonds des travailleurs migrants.....	43
ANNEXE 4- Matrice des flux et stocks de IDE.....	44
ANNEXE 5 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée).....	46
ANNEXE 6 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO).....	47
ANNEXE 7 : Évolution récente de la balance des paiements en termes de transactions.....	48
ANNEXE 8 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA).....	49
ANNEXE 9 : Position extérieure globale (en millions de FCFA).....	59

ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008 par le FMI, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays de l'UMOA a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5.

A- La balance des paiements

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont :

Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements

Compte des transactions courantes

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (*anciennement compte « revenu »*)

Compte du revenu secondaire (*anciennement « transferts courants »*)

Compte de capital

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

Compte financier (*anciennement compte d'opérations financières*)

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (*traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5*)

Autres investissements

Avoirs de réserve

A1)- Compte des biens et services

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;
- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;
- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication »¹⁴ selon le MBP5 ;
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine.

A2) Compte du revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et l'autre revenu primaire, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;
- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM16, qui est incluse dans les services financiers ;
- Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

A3) Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

A4) Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;
- Les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;
- Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.

A5) Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure.

B)- La Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques.

B 1 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers	553,034.64	-707.00	582,587.34
Investissements directs	1,939.15	0.00	1,939.15
Investissements de portefeuille	86,290.80	0.00	116,327.8
Dérivés financiers	0.00	0.00	0.0
Autres investissements	174,663.29	0.00	205,820.29
Avoirs de réserves	290,141.40	-707.00	258,500.1
Stocks de passifs financiers	793,424.84	-1,158.00	840,684.0
Investissements directs	174,318.91	0.00	185,533.9
Investissements de portefeuille	73,698.20	0.00	125,908.0
Dérivés financiers	0.00	0.00	0
Autres investissements	545,407.73	-1,158.00	529,242.2
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-240,390.20	451.00	-258,096.68

Source : BCEAO

ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements

Des ajustements de valeur, de champ couvert et de chronologie sont faits sur les statistiques douanières pour le passage aux statistiques enregistrées en balance des paiements.

Ainsi, pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et le prix déduit des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières. Ces ajustements sont indiqués sous la rubrique « ajustements de valeurs ».

La rubrique « ajustement de champ couvert » permet de prendre en compte les distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades). On procède également sous cette rubrique « ajustement de champ couvert » à la prise en compte du commerce non contrôlé.

Les ajustements de chronologie sont fondés sur le fait que les statistiques douanières recensent les déclarations en douane de l'année tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant de décalage des dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les Services douaniers et les opérateurs. L'écart entre les quantités déclarées par l'opérateur, les quantités déduites des statistiques douanières, appliqué aux prix déclarés par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs douanières.

Après ajustement des données du Commerce Général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées en utilisant les taux de fret et d'assurance qui se situent autour de 16,1% et 1,14% respectivement. Ces taux ont été actualisés en 2015.

Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les Services douaniers.

ANNEXE 2.I- Matrice des échanges intra-communautaires

Tableau 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2021 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		11,715.0	6,561.4	1.38	17,561.3	24,561.1	1,283.7	7,327.7	69,011.6
	Burkina	3,861.5		17,718.8	46.2	44,926.0	18,371.4	6,449.2	20,002.7	111,375.8
	Côte d'Ivoire	30,198.7	346,310.3		961.3	500,783.4	70,584.9	82,918.7	30,735.9	1,062,493.2
	Guinée-Bissau		9.7	606.8		288.9		1,121.3	2.7	2,029.4
	Mali	203.3	39,520.3	71,091.5	139.4		18,749.2	75,913.7	1,193.6	206,810.9
	Niger	5,423.7	58,999.2	6,685.4	0.0	76,735.0		399.8	265.4	148,508.5
	Sénégal	15,985.1	36,770.0	123,618.2	46,780.4	601,624.6	13,297.9		14,821.4	852,897.8
	Togo	105,340.5	103,929.1	47,810.2	289.8	127,239.0	50,345.6	34,521.8		469,475.9
	UEMOA	161,012.8	597,253.6	274,092.4	48,218.5	1,369,158.2	195,910.0	202,608.3	74,349.4	2,922,603.1

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2021

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0.0	3,215.0	1,974.7	0.0	984.6	15,902.6	41.2	11,474.3	33,592.4
	Burkina	3,861.5	0.0	17,718.8	9.7	19,926.0	307.3	43.8	1,002.7	42,869.8
	Côte d'Ivoire	1,029.6	5,243.2	0.0	150.5	0.0	0.0	3,053.7	204.3	9,681.4
	Guinée-Bissau	1.4	9.7	139.2	0.0	139.4	0.0	2,825.5	289.8	3,404.9
	Mali	12,095.7	669.2	532.4	288.9	0.0	5,203.9	51,967.3	8,616.2	79,373.7
	Niger	9,758.6	760.0	0.0	0.0	7,205.8	0.0	171.2	6,525.1	24,420.6
	Sénégal	664.5	370.0	1,107.9	1,121.3	0.0	0.0	0.0	47.3	3,310.9
	Togo	564.0	2,493.0	1,800.8	68.7	0.0	0.0	0.0	0.0	4,926.5
	UEMOA	27,975.2	12,760.1	23,273.9	1,639.1	28,255.7	21,413.8	58,102.7	28,159.7	201,580.2

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2021

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		14,930.0	8,536.2	1.4	18,545.9	40,463.7	1,324.9	18,802.0	102,604.0
	Burkina	7,723.0		35,437.6	55.9	64,852.0	18,678.7	6,493.0	21,005.3	154,245.6
	Côte d'Ivoire	31,228.3	351,553.5		1,111.8	500,783.4	70,584.9	85,972.4	30,940.3	1,072,174.6
	Guinée-Bissau	1.4	19.4	746.0		428.3	0.0	3,946.8	292.5	5,434.3
	Mali	12,299.0	40,189.5	71,624.0	428.3		23,953.1	127,881.1	9,809.8	286,184.6
	Niger	15,182.3	59,759.2	6,685.4	0.0	83,940.8		571.0	6,790.5	172,929.2
	Sénégal	16,649.6	37,140.0	124,726.2	47,901.7	601,624.6	13,297.9		14,868.7	856,208.7
	Togo	105,904.5	106,422.1	49,611.0	358.5	127,239.0	50,345.6	34,521.8		474,402.4
	UEMOA	188,988.0	610,013.7	297,366.3	49,857.5	9	217,323.8	260,711.0	102,509.1	3,124,183.3

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

ANNEXE 3- Matrice des envois de fonds des travailleurs migrants

Tableau 1 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2021

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3,431.0	8,122.4	138.0	1,518.9	10,248.4	5,689.7	4,754.4	33,902.8
	Burkina	6,338.8		20,090.2	25.8	14,612.4	9,049.8	16,376.0	11,902.8	78,395.7
	Côte d'Ivoire	15,779.4	48,074.8		530.3	63,521.6	11,418.7	41,116.8	39,393.2	219,834.7
	Guinée-Bissau	383.8	77.8	570.8		887.3	633.2	5,901.1	352.7	8,806.8
	Mali	5,981.4	12,504.1	18,240.3	52.1		9,023.0	23,993.5	10,869.5	80,664.0
	Niger	6,959.7	2,478.0	6,759.6	78.1	4,925.2		4,650.8	7,940.5	33,791.9
	Sénégal	6,303.5	4,333.1	22,890.0	1,213.7	23,774.2	7,998.4		5,666.8	72,179.7
	Togo	3,327.8	3,589.5	6,485.0	204.8	2,402.4	8,608.9	5,091.4		29,709.6
	UEMOA	45,074.3	74,488.3	83,158.3	2,242.8	111,641.9	56,980.5	102,819.4	80,879.8	557,285.2

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau 2 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2020

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3,388.8	6,511.1	91.9	1,883.9	10,672.3	5,186.9	4,468.1	32,203.0
	Burkina	5,978.5		13,027.9	26.6	12,094.3	8,897.1	11,441.1	11,925.7	63,391.3
	Côte d'Ivoire	11,811.5	34,774.9		229.0	59,579.4	10,134.0	25,599.2	32,798.2	174,926.2
	Guinée-Bissau	261.8	96.5	336.9		776.8	136.5	6,507.9	410.6	8,527.1
	Mali	4,089.3	9,240.7	14,047.2	55.2		8,348.3	28,997.8	9,834.6	74,613.1
	Niger	10,911.1	2,711.9	2,272.0	30.5	7,827.4		4,412.0	9,454.9	37,619.9
	Sénégal	6,857.5	8,259.7	16,565.8	6,834.7	23,767.2	6,405.6		6,673.6	75,364.0
	Togo	2,738.9	3,874.8	6,900.3	125.2	2,525.0	8,577.6	5,026.7		29,768.6
	UEMOA	42,648.5	62,347.3	59,661.4	7,393.1	108,454.0	53,171.5	87,171.7	75,565.7	496,413.2

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

ANNEXE 4- Matrice des flux et stocks du IDE

Tableau 1 : Matrice des flux net au titre de l'année 2021

(en millions de FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		8,316.9	-1,789.0	0.0	-790.3	-3,591.9	16,620.5	1,523.8	20,290.1
	Burkina	6,470.0		16,715.5	3,505.3	-12,488.1	337.9	-4,444.5	12,619.6	22,715.7
	Côte d'Ivoire	3,757.5	58,867.1		23.2	-123.0	269.0	0.0	-5,467.1	57,326.7
	Guinée-Bissau	0.0	0.0	-6,893.7		-3,488.6	4,000.0	991.8	59.2	-5,331.3
	Mali	542.0	4,401.8	2,577.9	0.0		318.7	4,018.5	1,950.9	13,809.8
	Niger	-6,355.0	-630.2	40,921.8	0.0	-1,129.1		-8,999.0	3,284.4	27,092.9
	Sénégal	114.0	-14,205.0	0.0	0.0	0.0	-987.0		647.1	-14,430.9
	Togo	9,349.5	14,148.6	362.6	110.0	-2,135.7	-3,625.0	2,536.5		20,746.4
	UEMOA	13,877.9	70,899.1	51,895.1	3,638.5	-20,154.8	-3,278.3	10,723.8	14,618.0	142,219.3

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau 2 : Matrice des flux net au titre de l'année 2020

(en millions de FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		8,312.3	4,217.8	0.0	126.0	5,414.0	4,176.5	-618.0	21,628.6
	Burkina	-1,936.9		7,122.8	173.1	70,585.4	13.5	-13,929.8	4,201.6	66,229.7
	Côte d'Ivoire	-5,708.4	18,247.8		16.9	12,868.6	4,015.7	13,288.9	3,432.8	46,162.2
	Guinée-Bissau	0.0	0.0	2,756.7		3,584.7	0.0	2,651.9	2,513.9	11,507.2
	Mali	223.3	-14,147.3	-7,367.9	-313.0		26.2	-6.9	2,730.0	-18,855.6
	Niger	9,584.7	632.8	26,185.9	0.0	15.7		541.9	76.9	37,037.9
	Sénégal	-2,839.0	-2,399.0	-5,394.8	0.0	0.0	-70.3		-8,542.0	-19,245.1
	Togo	625.4	2,015.2	6,210.4	0.0	650.0	0.0	-665.1		8,835.9
	UEMOA	-51.0	12,661.8	33,731.0	-123.0	87,830.3	9,399.2	6,057.3	3,795.2	153,300.8

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Tableau 3 : Matrice des stocks de fin de période (31 décembre 2021)

(en millions de FCFA)		Créances IDE par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Engagements IDE par pays	Bénin		47,064.9	79,322.9	0.0	1,012.5	54,101.4	87,252.1	95,354.3	364,108.1
	Burkina	8,363.2		102,870.6	4,403.1	156,761.0	12,433.9	12,191.5	75,704.2	372,727.5
	Côte d'Ivoire	44,512.6	158,371.1		23.2	9,083.0	4,666.0	0.0	78,249.0	294,904.9
	Guinée-Bissau	7.4	0.0	9,465.5		13,389.8	14,002.4	20,893.6	15,284.2	73,042.9
	Mali	13,054.5	30,171.4	61,431.1	0.0		832.9	145,962.1	32,143.4	283,595.3
	Niger	26,118.7	4,491.5	99,802.6	0.0	3,394.9		47,401.1	18,395.2	199,604.1
	Sénégal	19,784.0	24,942.0	0.0	0.0	0.0	0.0		17,716.6	62,442.6
	Togo	35,236.1	24,890.6	41,901.6	110.0	892.3	5,170.0	10,353.0		118,553.6
	UEMOA	147,076.6	289,931.5	394,794.3	4,536.3	184,533.5	91,206.6	324,053.4	332,846.8	1,768,979.0

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau 4 : Matrice des stocks de début de période (31 décembre 2020)

(en millions de FCFA)		Créances IDE par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Engagements IDE par pays	Bénin		38,747.9	81,111.9	0.0	1,802.7	57,693.3	70,631.6	93,830.4	343,818.0
	Burkina	1,893.3		86,155.0	897.8	169,249.2	12,096.0	16,636.0	63,084.6	350,011.8
	Côte d'Ivoire	40,755.1	99,504.0		0.0	9,206.0	4,397.0	0.0	83,716.1	237,578.2
	Guinée-Bissau	7.4	0.0	16,359.2		16,878.4	10,002.4	19,901.8	15,225.1	78,374.2
	Mali	12,512.5	25,769.6	58,853.1	0.0		514.2	141,943.5	30,192.5	269,785.5
	Niger	32,473.7	5,121.8	58,880.8	0.0	4,524.1		56,400.1	15,110.7	172,511.2
	Sénégal	19,670.0	39,147.0	0.0	0.0	0.0	987.0		17,069.5	76,873.5
	Togo	25,886.6	10,742.0	41,539.1	0.0	3,028.0	8,795.0	7,816.6		97,807.3
	UEMOA	133,198.7	219,032.3	342,899.2	897.8	204,688.3	94,484.9	313,329.6	318,228.9	1,626,759.7

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

ANNEXE 5 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Libellés	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissement s nets de passifs	Solde
1	Compte des transactions courantes	353,724.0	361,558.2	-7,834.3
1.A	Biens et services	185,714.7	287,336.9	-101,622.2
1.A.a	Biens	166,285.3	194,016.1	-27,730.8
1.A.a.1	Marchandises générales	166,285.3	194,016.1	-27,730.8
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	1,177.8	0.0	1,177.8
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0.0	0.0	0.0
1.A.a.3	Or non monétaire	0.0	0.0	0.0
1.A.b	Services	19,429.4	93,320.8	-73,891.4
1.A.b.3	Transport	184.2	33,035.3	-32,851.1
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0.0	31,948.1	-31,948.1
1.A.b.4	Voyage	9,024.1	37,648.4	-28,624.3
1.A.b.0	Autres services	10,221.1	22,637.1	-12,416.0
1.B	Revenus primaires	49,359.3	39,943.6	9,415.7
1.B.1	Revenus des salariés	23,299.0	15,781.7	7,517.3
1.B.2	Revenus des investissements	7,249.8	24,161.9	-16,912.1
1.B.3	Autres revenus primaires	18,810.5	0.0	18,810.5
1.C	Revenus secondaires	118,650.0	34,277.8	84,372.2
1.C.1	Administrations publiques	24,893.3	0.0	24,893.3
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	21,993.3	0.0	21,993.3
1.C.2	Autres secteurs	93,756.7	34,277.8	59,478.9
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	90,994.0	33,717.3	57,276.7
2	Compte de capital	12,556.3	0.0	12,556.3
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0.0	0.0	0.0
2.2	Transfert en capital	12,556.3	0.0	12,556.3
2.2.1	Administrations publiques	11,506.3	0.0	11,506.3
	<i>Remises de dettes</i>	0.0	0.0	0.0
2.2.2	Autres secteurs	1,050.0	0.0	1,050.0
3	Compte financier	63,636.3	52,624.4	11,011.9
3.1	Investissements directs	525.0	10,275.3	-9,750.3
3.2	Investissements de portefeuille	10,044.0	50,838.2	-40,794.2
3.3	Dérivés financiers	0.0	0.0	0.0
3.4	Autres investissements	18,887.3	-8,489.1	27,376.4
3.5	Avoirs de réserves	34,180.0		34,180.0
6	Erreurs et omissions nettes			6,289.9

Source : BCEAO

ANNEXE 6 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissement s nets de passifs	Solde
1	Compte des transactions courantes	353,724.0	361,558.2	-7,834.3
1.A	Biens et services	185,714.7	287,336.9	-101,622.2
1.A.a	Biens	166,285.3	194,016.1	-27,730.8
1.A.a.1	Marchandises générales	166,285.3	194,016.1	-27,730.8
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	1,177.8	0.0	0.0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0.0	0.0	0.0
1.A.a.3	Or non monétaire	0.0	0.0	0.0
1.A.b	Services	19,429.4	93,320.8	-73,891.4
1.A.b.3	Transport	184.2	33,035.3	-32,851.1
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0.0	31,948.1	-31,948.1
1.A.b.4	Voyage	9,024.1	37,648.4	-28,624.3
1.A.b.0	Autres services	10,221.10	22,637.11	-12,416.01
1.B	Revenus primaires	49,359.3	39,943.6	9,415.7
1.B.1	Revenus des salariés	23,299.0	15,781.7	7,517.3
1.B.2	Revenus des investissements	7,249.8	24,161.9	-16,912.1
1.B.3	Autres revenus primaires	18,810.5	0.0	18,810.5
1.C	Revenus secondaires	118,650.0	34,277.8	84,372.2
1.C.1	Administrations publiques	24,893.3	0.0	24,893.3
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	21,993.3	0.0	21,993.3
1.C.2	Autres secteurs	93,756.7	34,277.8	59,478.9
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	90,994.0	33,717.3	57,276.7
2	Compte de capital	12,556.3	0.0	12,556.3
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0.0	0.0	0.0
2.2	Transfert en capital	12,556.3	0.0	12,556.3
2.2.1	Administrations publiques	11,506.3	0.0	11,506.3
	<i>Remises de dettes</i>	0.0	0.0	0.0
2.2.2	Autres secteurs	1,050.0	0.0	1,050.0
3	Compte financier	20,031.3	69,736.2	-49,704.9
3.1	Investissements directs	525.0	10,275.3	-9,750.3
3.2	Investissements de portefeuille	0.0	50,807.2	-50,807.2
3.3	Dérivés financiers	0.0	0.0	0.0
3.4	Autres investissements	19,506.3	8,653.7	10,852.6
3.4.0.3	Administration publique	0.0	8,654.1	-8,654.1
3.4.0.4	Autres secteurs	15,581.2	-0.4	15,581.6
6	Erreurs et omissions nettes	-302,643.93	-308,933.83	6,289.9
7	Solde global	43,605.0	-17,111.8	60,716.8
8	Avoirs et engagements extérieurs	-43,605.00	17,111.80	-60,716.80
8.1	Banque centrale	-34,180.00	20,681.80	-54,861.80
8.2	Autres institutions de dépôts	-9,425.00	-3,570.00	-5,855.00

Source : BCEAO

ANNEXE 7 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

	Poste	2017	2018	2019	2020	2021
1	Compte des transactions courantes	2,252.4	-30,068.7	-74,694.4	-22,668.5	-7,834.3
1.A	Biens et services	-41,543.4	-43,716.2	-123,319.0	-119,059.3	-101,622.2
1.A.a	Biens	28,301.3	25,706.5	-50,682.8	-53,806.7	-27,730.8
1.A.a.1	Marchandises générales	28,301.3	25,706.5	-50,682.8	-53,806.7	-27,730.8
1.A.b	Services	-69,844.7	-69,422.7	-72,636.1	-65,556.3	-73,891.4
1.A.b.3	Transport	-33,751.2	-26,719.0	-28,542.6	-29,159.7	-32,851.1
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-33,678.8	-26,726.9	-27,497.9	-29,124.7	-31,948.1
1.A.b.4	Voyage	-27,339.1	-30,393.5	-39,976.2	-28,874.3	-28,624.3
1.A.b.0	Autres services	-8,754.4	-12,310.3	-4,117.4	-7,219.2	-12,416.0
1.B	Revenus primaires	8,399.8	-28,407.1	15,544.7	14,638.5	9,415.7
1.B.1	Revenus des salariés	8,531.2	9,339.1	8,759.9	3,654.5	7,517.3
1.B.2	Revenus des investissements	-5,369.8	-42,249.3	-7,785.9	-7,505.8	-16,912.1
1.B.3	Autres revenus primaires	5,238.4	4,503.1	14,570.7	18,489.8	18,810.5
1.C	Revenus secondaires	35,396.1	42,054.6	33,079.8	82,156.1	84,372.2
1.C.1	Administrations publiques	9,605.0	10,170.9	10,000.0	27,808.0	24,893.3
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	2,786.9	0.0	10,000.0	11,018.0	21,993.3
1.C.2	Autres secteurs	25,791.1	31,883.7	23,079.8	54,348.1	59,478.9
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	24,503.2	30,246.5	22,372.0	51,773.0	57,276.7
2	Compte de capital	60,581.1	23,405.2	16,335.0	9,019.0	12,556.3
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	-699.0	-391.3	0.0	0.0	0.0
2.2	Transfert en capital	61,280.1	23,796.5	16,335.0	9,019.0	12,556.3
2.2.1	Administrations publiques	59,867.2	22,140.1	14,700.0	8,241.1	11,506.3
	<i>Remises de dettes</i>	25,000.0	0.0	0.0	0.0	0.0
2.2.2	Autres secteurs	1,412.9	1,656.4	1,635.0	777.9	1,050.0
3	Compte financier	35,292.7	-19,592.8	-46,537.3	-71,458.3	-49,704.9
3.1	Investissements directs	-8,917.2	-11,647.2	-41,757.2	-11,900.5	-9,750.3
3.2	Investissements de portefeuille	-8,478.0	-18,242.9	-17,642.9	-52,209.8	-50,807.2
3.4	Autres investissements	52,687.9	10,297.4	12,862.8	-7,348.0	10,852.6
3.4.0.3	Administration publique	15,361.0	-23,937.1	-10,700.0	-10,700.0	-8,654.1
3.4.0.4	Autres secteurs	37,326.9	34,234.5	23,562.8	-7,518.0	15,581.6
6	Erreurs et omissions nettes	-8,922.4	-4,041.9	-3,516.6	-5,193.0	6,289.9
7	Solde global	18,618.4	8,887.3	-15,295.2	52,615.8	60,716.8

Source : BCEAO

ANNEXE 8 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA)

Poste	Libellés	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1	Compte des transactions courantes	353,724.0	361,558.2	-7,834.3
1.A	- - Biens et services	185,714.7	287,336.9	-101,622.2
1.A.a	- - - Biens	166,285.3	194,016.1	-27,730.8
1.A.a.1	- - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	166,285.3	194,016.1	-27,730.8
1.A.a.1.1	- - - - - - Dont : Réexportations	1,177.8	0.0	1,177.8
1.A.a.2	- - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0.0	0.0	0.0
1.A.a.2.1	- - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0.0	0.0	0.0
1.A.a.2.2	- - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0.0	0.0	0.0
1.A.a.3	- - - - - Or non monétaire	0.0	0.0	0.0
1.A.b	- - - Services	19,429.4	93,320.8	-73,891.4
1.A.b.1	- - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des Tiers	0.0	5,754.0	-5,754.0
1.A.b.1.1	- - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0.0	0.0	0.0
1.A.b.1.2	- - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour Transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	0.0	5,754.0	-5,754.0
1.A.b.2	- - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	454.0	844.6	-390.6
1.A.b.3	- - - - - Transport	184.2	33,035.3	-32,851.1
1.A.b.3.0	- - - - - - Pour tous les modes de transports	184.2	32,926.3	-32,742.1
1.A.b.3.0.1	- - - - - - - Voyageurs	184.2	978.2	-794.0
1.A.b.3.0.1.1	- - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0.0	0.0	0.0
1.A.b.3.0.2	- - - - - - - Fret	0.0	31,948.1	-31,948.1
1.A.b.3.0.3	- - - - - - - Autres	0.0	0.0	0.0
1.A.b.3.1	- - - - - - Transports maritimes	184.2	31,948.1	-31,763.9
1.A.b.3.1.1	- - - - - - - Voyageurs	184.2	0.0	184.2
1.A.b.3.1.1.1	- - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0.0	0.0	0.0
1.A.b.3.1.1.2	- - - - - - - - Fret	0.0	31,948.1	-31,948.1
1.A.b.3.1.1.3	- - - - - - - - Autres	0.0	0.0	0.0
1.A.b.3.2	- - - - - - Transports aériens	0.0	960.0	-960.0
1.A.b.3.2.1	- - - - - - - Voyageurs	0.0	960.0	-960.0
1.A.b.3.2.1.1	- - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0.0	0.0	0.0
1.A.b.3.2.2	- - - - - - - Fret	0.0	0.0	0.0
1.A.b.3.2.3	- - - - - - - Autres	0.0	0.0	0.0
1.A.b.3.3	- - - - - - Autres modes de transport	0.0	18.2	-18.2
1.A.b.3.3.1	- - - - - - - Voyageurs	0.0	18.2	-18.2
1.A.b.3.3.1.1	- - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0.0	0.0	0.0
1.A.b.3.3.2	- - - - - - - Fret	0.0	0.0	0.0
1.A.b.3.3.3	- - - - - - - Autres	0.0	0.0	0.0
1.A.b.3.4	- - - - - - Services postaux et services de messagerie	0.0	109.0	-109.0
1.A.b.4	- - - - - Voyages	9,024.1	37,648.4	-28,624.3

1.A.b.4.1	- - - - - À titre professionnel	3,682.7	15,988.4	-12,305.7
1.A.b.4.1.1	- - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres Travailleurs à temps limité	0.0	0.0	0.0
1.A.b.4.1.2	- - - - - - Autres	3,682.7	15,988.4	-12,305.7
1.A.b.4.2	- - - - - À titre personnel	5,341.4	21,660.0	-16,318.6
1.A.b.4.2.1	- - - - - - Santé	0.0	2,200.0	-2,200.0
1.A.b.4.2.2	- - - - - - Éducation	0.0	3,060.0	-3,060.0
1.A.b.4.2.3	- - - - - - Autres	5,341.4	16,400.0	-11,058.6
1.A.b.4.0	- - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	2,715.3	0.0	2,715.3
1.A.b.4.0.1	- - - - - - Biens	0.0	0.0	0.0
1.A.b.4.0.2	- - - - - - Services de transports locaux	0.0	0.0	0.0
1.A.b.4.0.3	- - - - - - Services d'hébergement	2,715.3	0.0	2,715.3
1.A.b.4.0.4	- - - - - - Services de restauration	0.0	0.0	0.0
1.A.b.4.0.5	- - - - - - Autres services	0.0	0.0	0.0
1.A.b.4.0.5.1	- - - - - - - Services de santé	0.0	0.0	0.0
1.A.b.4.0.5.2	- - - - - - - Services d'éducation	0.0	0.0	0.0
1.A.b.5	- - - - - Travaux de construction	0.0	1,171.0	-1,171.0
1.A.b.5.1	- - - - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	0.0	0.0	0.0
1.A.b.5.2	- - - - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0.0	1,171.0	-1,171.0
1.A.b.6	- - - - - Services d'assurance et de retraite	40.2	2,236.4	-2,196.2
1.A.b.6.1	- - - - - - Assurance directe	0.0	2,236.4	-2,236.4
1.A.b.6.2	- - - - - - Réassurance	40.2	0.0	40.2
1.A.b.6.3	- - - - - - Services auxiliaires d'assurance	0.0	0.0	0.0
1.A.b.6.4	- - - - - - Services de retraite et de garantie standardisée	0.0	0.0	0.0
1.A.b.7	- - - - - Services financiers	2,596.0	220.4	2,375.6
1.A.b.7.1	- - - - - - Services financiers explicitement facturés et autres	2,596.0	0.0	2,596.0
1.A.b.7.2	- - - - - - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0.0	0.0	0.0
1.A.b.8	- - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0.0	0.0	0.0
1.A.b.9	- - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	6,089.5	10,612.5	-4,523.0
1.A.b.9.1	- - - - - - Services de télécommunications	6,089.5	10,002.2	-3,912.7
1.A.b.9.2	- - - - - - Services d'informatique	0.0	438.8	-438.8
1.A.b.9.3	- - - - - - Services d'information	0.0	171.4	-171.4
1.A.b.10	- - - - - Autres services aux entreprises	991.0	1,798.3	-807.3
1.A.b.10.1	- - - - - - Services de recherche-développement	0.0	0.0	0.0
1.A.b.10.2	- - - - - - Services spécialisés et services de conseil en gestion	991.0	286.9	704.1
1.A.b.10.3	- - - - - - Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	0.0	1,511.4	-1,511.4
1.A.b.11	- - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0.0	0.0	0.0
1.A.b.11.1	- - - - - - Services audio-visuels et connexes	0.0	0.0	0.0
1.A.b.11.2	- - - - - - Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0.0	0.0	0.0
1.A.b.12	- - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	50.4	0.0	50.4
1.A.b.0.1	- - - - - - Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0.0	0.0	0.0

1.B	-- Revenu primaire	49,359.3	39,943.6	9,415.7
1.B.1	--- Rémunération des salariés	23,299.0	15,781.7	7,517.3
1.B.2	--- Revenus des investissements	7,249.8	24,161.9	-16,912.1
1.B.2.1	---- Investissements directs	625.4	11,380.3	-10,754.9
1.B.2.1.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	525.0	11,380.3	-10,855.3
1.B.2.1.1.1	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	0.0	9,921.1	-9,921.1
1.B.2.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0.0	1,819.0	-1,819.0
1.B.2.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0.0	160.0	-160.0
1.B.2.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	0.0	7,942.1	-7,942.1
1.B.2.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0.0	0.0	0.0
1.B.2.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0.0	0.0	0.0
1.B.2.1.1.1.3.3	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0.0	0.0	0.0
1.B.2.1.1.2	----- Bénéfices réinvestis	525.0	1,459.2	-934.2
1.B.2.1.1.2.1	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats D'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux	0.0	0.0	0.0
1.B.2.1.1.2.1.1	----- Dont: Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0.0	0.0	0.0
1.B.2.1.2	----- Intérêts	100.4	0.0	100.4
1.B.2.1.2.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0.0	0.0	0.0
1.B.2.1.2.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	85.4	0.0	85.4
1.B.2.1.2.3	----- Entre entreprises soeurs	15.0	0.0	15.0
1.B.2.1.2.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0.0	0.0	0.0
1.B.2.1.2.3.2	----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un Non-résident	0.0	0.0	0.0
1.B.2.1.2.3.3	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0.0	0.0	0.0
1.B.2.1.2M	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0.0	0.0	0.0
1.B.2.2	----- Investissements de portefeuille	2,894.1	6,849.5	-3,955.4
1.B.2.2.1	----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de Placement	14.5	0.0	14.5
1.B.2.2.1.1	----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	0.0	0.0	0.0
1.B.2.2.1.2	----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts et Fonds de placement	14.5	0.0	14.5
1.B.2.2.1.2.1	----- Dividendes	0.0	0.0	0.0
1.B.2.2.1.2.2	----- Bénéfices réinvestis	14.5	0.0	14.5
1.B.2.2.2	----- Intérêts	2,879.6	6,849.5	-3,969.9
1.B.2.2.2.1	----- À court terme	2,370.6	6,849.5	-4,478.9
1.B.2.2.2.2	----- À long terme	509.0	0.0	509.0
1.B.2.3	----- Autres investissements	3,730.3	5,932.1	-2,201.8
1.B.2.3.1	----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0.0	0.0	0.0
1.B.2.3.2	----- Intérêts	3,730.3	5,932.1	-2,201.8
1.B.2.3.2M	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0.0	0.0	0.0
1.B.2.3.3	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0.0	0.0	0.0
1.B.2.4	----- Avoirs de réserves	0.0	0.0	0.0
1.B.2.4.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0.0	0.0	0.0
1.B.2.4.2	----- Intérêts	0.0	0.0	0.0
1.B.2.4.2M	----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0.0	0.0	0.0
1.B.3	--- Autre revenu primaire	18,810.5	0.0	18,810.5
1.B.3.1	---- Taxes sur la production et importations	0.0	0.0	0.0
1.B.3.2	---- Subventions à la production	0.0	0.0	0.0
1.B.3.3	---- Lovers	18,810.5	0.0	18,810.5

1.C	- - Revenu secondaire	118,650.0	34,277.8	84,372.2
1.C.1	- - - Administrations publiques	24,893.3	0.0	24,893.3
1.C.1.1	- - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0.0	0.0	0.0
1.C.1.1.1	- - - - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0.0	0.0	0.0
1.C.1.2	- - - - - Cotisations sociales	0.0	0.0	0.0
1.C.1.2.1	- - - - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0.0	0.0	0.0
1.C.1.3	- - - - - Prestations Sociales (Débit)	0.0	0.0	0.0
1.C.1.4	- - - - - Coopération internationale courante	21,993.3	0.0	21,993.3
1.C.1.5	- - - - - Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	2,900.0	0.0	2,900.0
1.C.1.5.1	- - - - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0.0	0.0	0.0
1.C.2	- - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	93,756.7	34,277.8	59,478.9
1.C.2.1	- - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	90,994.0	33,717.3	57,276.7
1.C.2.1.1	- - - - - - - Envois de fonds des travailleurs	90,994.0	33,717.3	57,276.7
1.C.2.2	- - - - - Autres transferts courants	2,762.7	560.5	2,202.2
1.C.2.0.1	- - - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0.0	0.0	0.0
1.C.2.0.2	- - - - - - - Cotisations sociales	0.0	171.0	-171.0
1.C.2.0.3	- - - - - - - Prestations sociales	0.0	11.4	-11.4
1.C.2.0.4	- - - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0.0	377.9	-377.9
1.C.2.0.5	- - - - - - - Indemnités d'assurance dommage	0.0	0.0	0.0
1.C.2.0.6	- - - - - - - Coopération internationale courante	1,198.2	0.2	1,198.0
1.C.2.0.7	- - - - - - - Transferts courants divers	1,564.5	0.0	1,564.5
1.C.2.0.7.1	- - - - - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0.0	0.0	0.0
1.C.3	- - - Ajustement pour variation des droits à pension	0.0	0.0	0.0
	2 Compte de capital	12,556.3	0.0	12,556.3
2.1	- - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0.0	0.0	0.0
2.2	- - Transferts de capital	12,556.3	0.0	12,556.3
2.2.1	- - - Administration publique	11,506.3	0.0	11,506.3
2.2.1.1	- - - - - Remises de dette	0.0	0.0	0.0
2.2.1.2	- - - - - Autres transferts de capital	11,506.3	0.0	11,506.3
2.2.1.2.1	- - - - - - - dont : impôts en capital	0.0	0.0	0.0
2.2.2	- - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1,050.0	0.0	1,050.0
2.2.2.1	- - - - - Remises de dette	0.0	0.0	0.0
2.2.2.2	- - - - - Autres transferts de capital	1,050.0	0.0	1,050.0
2.2.2.2.1	- - - - - - - dont : impôts en capital (Crédit)	0.0	0.0	0.0
2.2.2.0.1	- - - - - - - - - dont : entre ménages	0.0	0.0	0.0

3	Compte financier	63,636.3	52,624.4	11,011.9
5	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	63,636.3	52,624.4	11,011.9
3.1	- - Investissement direct	525.0	10,275.3	-9,750.3
3.1.1	- - - Titres de participation et parts de fonds de placement	525.0	10,275.3	-9,750.3
3.1.1.1	- - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	0.0	8,786.0	-8,786.0
3.1.1.1.1	- - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0.0	8,786.0	-8,786.0
3.1.1.1.2	- - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0.0	0.0	0.0
3.1.1.1.3	- - - - - Entre entreprises soeurs	0.0	0.0	0.0
3.1.1.1.3.1	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0.0	0.0	0.0
3.1.1.1.3.2	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0.0	0.0	0.0
3.1.1.1.3.3	- - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0.0	0.0	0.0
3.1.1.2	- - - - Réinvestissement des bénéfices	525.0	1,489.3	-964.3
3.1.1.0.1	- - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0.0	0.0	0.0
3.1.1.0.1.1	- - - - - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0.0	0.0	0.0
3.1.2	- - - Instruments de dette	0.0	0.0	0.0
3.1.2.1	- - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0.0	0.0	0.0
3.1.2.2	- - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0.0	0.0	0.0
3.1.2.3	- - - - Entre entreprises soeurs	0.0	0.0	0.0
3.1.2.3.1	- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0.0	0.0	0.0
3.1.2.3.2	- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0.0	0.0	0.0
3.1.2.3.3	- - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0.0	0.0	0.0
3.1.2.0	- - - - Titres de créance	0.0	0.0	0.0
3.1.2.0.1	- - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0.0	0.0	0.0
3.1.2.0.2	- - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0.0	0.0	0.0
3.1.2.0.3	- - - - - Entre entreprises soeurs	0.0	0.0	0.0
3.1.2.0.3.1	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0.0	0.0	0.0
3.1.2.0.3.2	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0.0	0.0	0.0
3.1.2.0.3.3	- - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0.0	0.0	0.0
3.2	- - Investissements de portefeuille	10,044.0	50,838.2	-40,794.2
3.2.1	- - - Titres de participation et parts de fonds de placement	2.0	0.0	2.0
3.2.1.1	- - - - Banque centrale	0.0	0.0	0.0
3.2.1.3	- - - - Administrations publiques	0.0	0.0	0.0
3.2.1.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	2.0	0.0	2.0
3.2.1.4	- - - - Autres secteurs	0.0	0.0	0.0
3.2.1.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0
3.2.1.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0.0	0.0	0.0
3.2.1.0.1	- - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0.0	0.0	0.0
3.2.1.0.1.1	- - - - - - Cotés en bourse	0.0	0.0	0.0
3.2.1.0.1.2	- - - - - - Non cotés en bourse	0.0	0.0	0.0
3.2.1.0.2	- - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0.0	0.0	0.0
3.2.1.0.2.1	- - - - - - Réinvestissement des bénéfices	0.0	0.0	0.0
3.2.1.0.2.2	- - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0.0	0.0	0.0

3.2.2	- - - - Titres de créance	10,042.0	50,838.2	-40,796.2
3.2.2.1	- - - - - Banque centrale	0.0	0.0	0.0
3.2.2.1.1	- - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.2.2.1.2	- - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.2.2.1.9	- - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0
3.2.1.1.9.1	- - - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.2.1.1.9.2	- - - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.2.2.2	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	10,042.0	31.0	10,011.0
3.2.2.2.1	- - - - - - À court terme	10,042.0	0.0	10,042.0
3.2.2.2.2	- - - - - - À long terme	0.0	31.0	-31.0
3.2.2.3	- - - - - Administrations publiques	0.0	50,807.2	-50,807.2
3.2.2.3.1	- - - - - - À court terme	0.0	50,807.2	-50,807.2
3.2.2.3.2	- - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4	- - - - - Autres secteurs	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4.0.1	- - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4.0.2	- - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4.1	- - - - - - Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4.1.1	- - - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4.1.2	- - - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4.2	- - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4.2.1	- - - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.2.2.4.2.2	- - - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.3	- - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0.0	0.0	0.0
3.3.1	- - - Banque centrale	0.0	0.0	0.0
3.3.1.9	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0
3.3.2	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0.0	0.0	0.0
3.3.3	- - - Administrations publiques	0.0	0.0	0.0
3.3.4	- - - Autres secteurs	0.0	0.0	0.0
3.3.4.1	- - - - Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0
3.3.4.2	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0.0	0.0	0.0
3.3.0.1	- - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0.0	0.0	0.0
3.3.0.1.1	- - - - - Options	0.0	0.0	0.0
3.3.0.1.2	- - - - - Contrats à terme	0.0	0.0	0.0
3.3.0.2	- - - - Options sur titres des employés	0.0	0.0	0.0
3.4	- - Autres investissements	18,887.3	-8,489.1	27,376.4
3.4.1	- - - Autres titres de participation	0.0	0.0	0.0
3.4.2	- - - Monnaie fiduciaire et dépôts	2,355.0	17,299.1	-14,944.1
3.4.2.1	- - - - Banque centrale	0.0	16,929.1	-16,929.1
3.4.2.1.1	- - - - - À court terme	0.0	16,929.1	-16,929.1
3.4.2.1.2	- - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.2.1.9	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0
3.4.2.1.9.1	- - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.2.1.9.2	- - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.2.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	2,355.0	370.0	1,985.0
3.4.2.2.0.1	- - - - - Dont: positions interbancaires	0.0	0.0	0.0
3.4.2.2.1	- - - - - - À court terme	2,355.0	370.0	1,985.0
3.4.2.2.2	- - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0

3.4.2.3	----- Administrations publiques	0.0	0.0	0.0
3.4.2.3.1	----- À court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.2.3.2	----- À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4	----- Autres secteurs	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.0.1	----- À court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.0.2	----- À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.1	----- Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.1.1	----- À court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.1.2	----- À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.2.1	----- À court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.2.4.2.2	----- À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.3	---- Prêts	-2,890.3	18,296.3	-21,186.6
3.4.3.1	----- Banque centrale	0.0	9,472.2	-9,472.2
3.4.3.1.1	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0.0	9,472.2	-9,472.2
3.4.3.1.2	----- Autres prêts à court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.3.1.3	----- Autres prêts à long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.3.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0
3.4.3.1.9.1	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0.0	0.0	0.0
3.4.3.1.9.2	----- Autres prêts à court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.3.1.9.3	----- Autres prêts à long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.3.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-2,974.0	170.0	-3,144.0
3.4.3.2.1	----- À court terme	-1,584.0	170.0	-1,754.0
3.4.3.2.2	----- À long terme	-1,390.0	0.0	-1,390.0
3.4.3.3	----- Administrations publiques	0.0	8,654.1	-8,654.1
3.4.3.3.1	----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0.0	0.0	0.0
3.4.3.3.2	----- Autres à court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.3.3.3	----- Autres à long terme	0.0	8,654.1	-8,654.1
3.4.3.4	----- Autres secteurs	83.7	0.0	83.7
3.4.3.4.0.1	----- À court terme	83.7	0.0	83.7
3.4.3.4.0.2	----- À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.3.4.1	----- Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0
3.4.3.4.1.1	----- À court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.3.4.1.2	----- À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.3.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	83.7	0.0	83.7
3.4.3.4.2.1	----- À court terme	83.7	0.0	83.7
3.4.3.4.2.2	----- À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.4	---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0.0	0.0	0.0
3.4.4.1	----- Banque centrale	0.0	0.0	0.0
3.4.4.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0
3.4.4.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0.0	0.0	0.0
3.4.4.3	----- Administrations publiques	0.0	0.0	0.0
3.4.4.4	----- Autres secteurs	0.0	0.0	0.0
3.4.4.4.1	----- Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0
3.4.4.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0.0	0.0	0.0
3.4.4.0.1	----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0.0	0.0	0.0
3.4.4.0.2	----- Droits à assurance vie et à annuités	0.0	0.0	0.0
3.4.4.0.3	----- Droits à pension	0.0	0.0	0.0
3.4.4.0.4	----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0.0	0.0	0.0
3.4.4.0.5	----- Droits à prestations autres que des pensions	0.0	0.0	0.0
3.4.4.0.6	----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0.0	0.0	0.0

3.4.5	- - - - Crédits commerciaux et avances	15,581.2	0.0	15,581.2
3.4.5.1	- - - - - Banque centrale	0.0	0.0	0.0
3.4.5.1.1	- - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.5.1.2	- - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.5.1.9	- - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0
3.4.5.1.9.1	- - - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.5.1.9.2	- - - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.5.2	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0.0	0.0	0.0
3.4.5.2.1	- - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.5.2.2	- - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.5.3	- - - - - Administrations publiques	0.0	0.0	0.0
3.4.5.3.1	- - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.5.3.2	- - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.5.4	- - - - - Autres secteurs	15,581.2	0.0	15,581.2
3.4.5.4.0.1	- - - - - - - À court terme	15,581.2	0.0	15,581.2
3.4.5.4.0.2	- - - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.5.4.1	- - - - - - - Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0
3.4.5.4.1.1	- - - - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.5.4.1.2	- - - - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.5.4.2	- - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	15,581.2	0.0	15,581.2
3.4.5.4.2.1	- - - - - - - - À court terme	15,581.2	0.0	15,581.2
3.4.5.4.2.2	- - - - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.6	- - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	3,841.4	-65,222.3	69,063.7
3.4.6.1	- - - - - Banque centrale	0.0	-68,220.9	68,220.9
3.4.6.1.1	- - - - - - À court terme	0.0	-68,220.9	68,220.9
3.4.6.1.2	- - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.6.1.9	- - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0
3.4.6.1.9.1	- - - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.6.1.9.2	- - - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.6.2	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0.0	2,999.0	-2,999.0
3.4.6.2.1	- - - - - - À court terme	0.0	2,999.0	-2,999.0
3.4.6.2.2	- - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.6.3	- - - - - Administrations publiques	0.0	0.0	0.0
3.4.6.3.1	- - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.6.3.2	- - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.6.4	- - - - - Autres secteurs	3,841.4	-0.4	3,841.8
3.4.6.4.0.1	- - - - - - - À court terme	3,841.4	-0.4	3,841.8
3.4.6.4.0.2	- - - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.6.4.1	- - - - - - - Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0
3.4.6.4.1.1	- - - - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.4.6.4.1.2	- - - - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.6.4.2	- - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	3,841.4	-0.4	3,841.8
3.4.6.4.2.1	- - - - - - - - À court terme	3,841.4	-0.4	3,841.8
3.4.6.4.2.2	- - - - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.4.7	- - - - Droits de tirage spéciaux	0.0	21,137.8	-21,137.8

3.5	- - Avoirs de réserve	34,180.0	0.0	34,180.0
3.5.1	- - - - Or monétaire	0.0	0.0	0.0
3.5.1.1	- - - - - Or métal	0.0	0.0	0.0
3.5.1.2	- - - - - Comptes en or non affectés	0.0	0.0	0.0
3.5.2	- - - - Droits de tirage spéciaux	32,172.7	0.0	32,172.7
3.5.3	- - - - Position de réserve au FMI	1,928.3	0.0	1,928.3
3.5.4	- - - - Autres avoirs de réserve	79.0	0.0	79.0
3.5.4.1	- - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	79.0	0.0	79.0
3.5.4.1.1	- - - - - - Créances sur les autorités monétaires	-1,535.1	0.0	-1,535.1
3.5.4.1.2	- - - - - - Créances sur d'autres entités	1,614.1	0.0	1,614.1
3.5.4.2	- - - - - Titres	0.0	0.0	0.0
3.5.4.2.1	- - - - - - Titres de créance	0.0	0.0	0.0
3.5.4.2.1.1	- - - - - - - À court terme	0.0	0.0	0.0
3.5.4.2.1.2	- - - - - - - À long terme	0.0	0.0	0.0
3.5.4.2.2	- - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0.0	0.0	0.0
3.5.4.3	- - - - - Dérivés financiers	0.0	0.0	0.0
3.5.4.4	- - - - - Autres créances	0.0	0.0	0.0
	6 Erreurs et omissions nettes	-302,643.9	-308,933.8	6,289.9
0.	Postes pour mémoire	0.0	0.0	0.0
0.0	- - Financement exceptionnel	0.0	0.0	0.0
1.	Transferts courants et ou en capital	0.0	0.0	0.0
1.1.	- - Remises de dettes	0.0	0.0	0.0
1.2.	- - Autres dons intergouvernementaux	0.0	0.0	0.0
1.3.	- - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0.0	0.0	0.0
1.0.1	- - - Banque centrale	0.0	0.0	0.0
1.0.1.1	- - - - Remises de dettes	0.0	0.0	0.0
1.0.1.2	- - - - Autres dons intergouvernementaux	0.0	0.0	0.0
1.0.1.3	- - - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0.0	0.0	0.0
1.0.2	- - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0
1.0.2.1	- - - - Remises de dettes	0.0	0.0	0.0
1.0.2.2	- - - - Autres dons intergouvernementaux	0.0	0.0	0.0
1.0.2.3	- - - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0.0	0.0	0.0
1.0.3	- - - Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0.0	0.0	0.0
1.0.3.1	- - - - Remises de dettes	0.0	0.0	0.0
1.0.3.2	- - - - Autres dons intergouvernementaux	0.0	0.0	0.0
1.0.3.3	- - - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0.0	0.0	0.0
1.0.4	- - - Administration publique	0.0	0.0	0.0
1.0.4.1	- - - - Remises de dettes	0.0	0.0	0.0
1.0.4.2	- - - - Autres dons intergouvernementaux	0.0	0.0	0.0

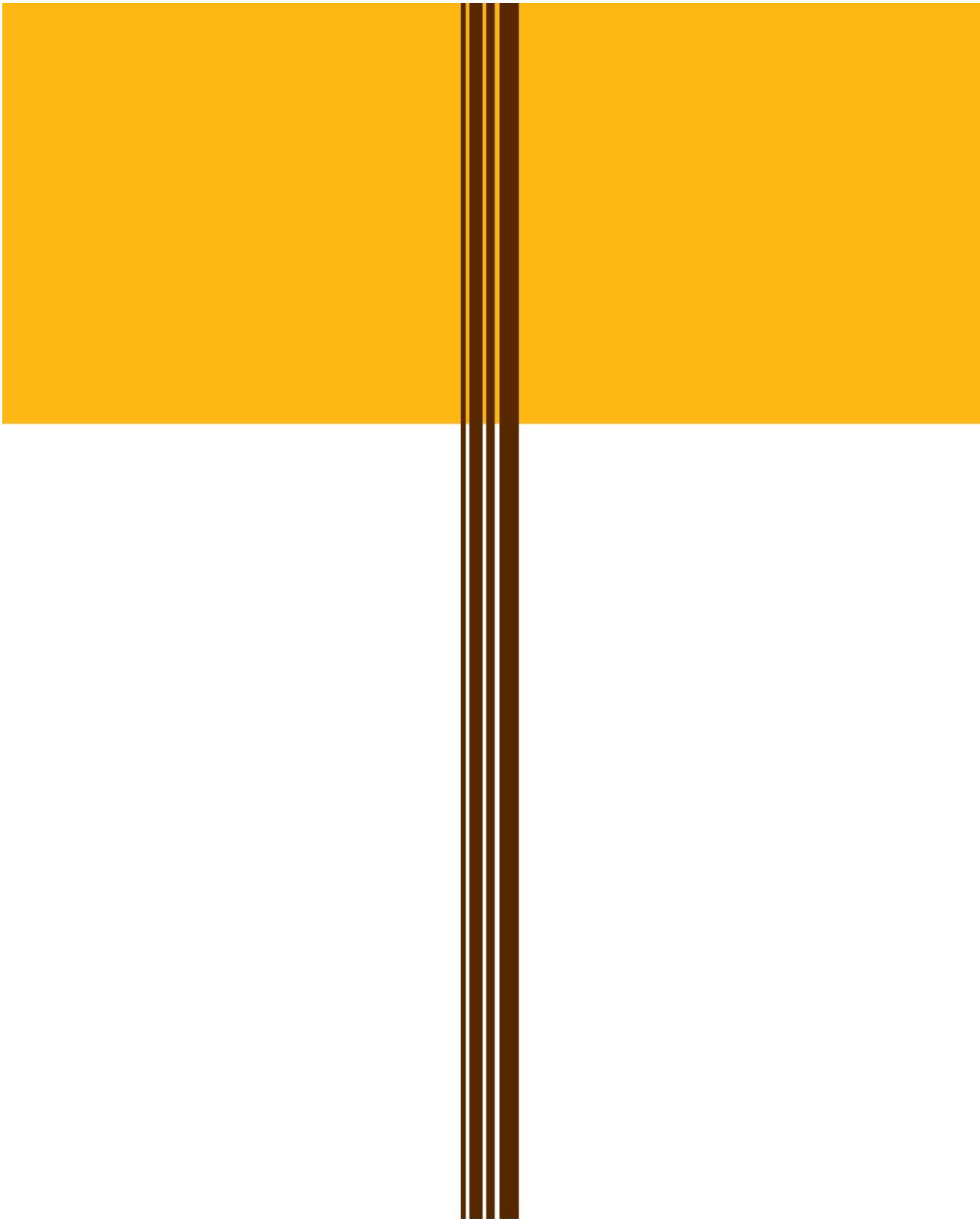
1.0.5	- - Autres secteurs	0.0	0.0	0.0
1.0.5.1	- - - Remises de dettes	0.0	0.0	0.0
1.0.5.2	- - - Autres dons intergouvernementaux	0.0	0.0	0.0
1.0.5.3	- - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0.0	0.0	0.0
2.	Investissements directs	0.0	0.0	0.0
2.1.	- Prises de participations liées à la réduction de la dette	0.0	0.0	0.0
2.2.	- Instruments de dette	0.0	0.0	0.0
2.0.1	- - Banque centrale	0.0	0.0	0.0
2.0.1.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0.0	0.0	0.0
2.0.1.2.	- - - Instruments de dette	0.0	0.0	0.0
2.0.2	- - Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0
2.0.2.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0.0	0.0	0.0
2.0.2.2.	- - - Instruments de dette	0.0	0.0	0.0
2.0.3	- - Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0.0	0.0	0.0
2.0.3.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0.0	0.0	0.0
2.0.3.2.	- - - Instruments de dette	0.0	0.0	0.0
2.0.4	- - Administration publique	0.0	0.0	0.0
2.0.4.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0.0	0.0	0.0
2.0.4.2.	- - - Instruments de dette	0.0	0.0	0.0
2.0.5	- - Autres secteurs	0.0	0.0	0.0
2.0.5.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0.0	0.0	0.0
2.0.5.2.	- - - Instruments de dette	0.0	0.0	0.0
3.	Investissement de portefeuille	0.0	0.0	0.0
3.1.	- Prises de participations liées à une réduction de la dette	0.0	0.0	0.0
4.	Autres investissements	0.0	0.0	0.0
4.1.	- Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0.0	0.0	0.0
4.2.	- - Rééchelonnement de dettes existantes	0.0	0.0	0.0
4.0.1	- - Banque centrale	0.0	0.0	0.0
4.0.1.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0.0	0.0	0.0
4.0.1.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0.0	0.0	0.0
4.0.2.	- - Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0
4.0.2.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0.0	0.0	0.0
4.0.2.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0.0	0.0	0.0
4.0.3.	- - Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0.0	0.0	0.0
4.0.3.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0.0	0.0	0.0
4.0.3.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0.0	0.0	0.0
4.0.4.	- - Administration publique	0.0	0.0	0.0
4.0.4.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0.0	0.0	0.0
4.0.4.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0.0	0.0	0.0
4.0.5.	- - Autres secteurs	0.0	0.0	0.0
4.0.5.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0.0	0.0	0.0
4.0.5.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0.0	0.0	0.0
5.	Arriérés	0.0	0.0	0.0
5.1.	- Accumulation d'arriérés	0.0	0.0	0.0
5.1.1	- - Principal sur la dette à court terme	0.0	0.0	0.0
5.1.2	- - Principal sur la dette à long terme	0.0	0.0	0.0
5.1.3	- - Intérêts initiaux	0.0	0.0	0.0
5.1.4	- - Intérêts de pénalisation	0.0	0.0	0.0
5.2.	- Remboursement d'arriérées	0.0	0.0	0.0
5.2.1	- - Principal	0.0	0.0	0.0
5.2.2	- - Intérêts	0.0	0.0	0.0
5.3.	- Rééchelonnement d'arriérés	0.0	0.0	0.0
5.3.1	- - Principal	0.0	0.0	0.0
5.3.2	- - Intérêts	0.0	0.0	0.0
5.4.	- Annulation d'arriérés	0.0	0.0	0.0
5.4.1.	- - Principal	0.0	0.0	0.0
5.4.2.	- - Intérêts	0.0	0.0	0.0

Source : BCEAO

340000_4_N_AL_AL_E	- Autres investissements	206,447.5	2,458.4	227,793.2	18,887.3	505,635.7	2,580.5	499,727.1	-8,489.1
341000_4_N_AL_AL_E	- - Autres titres de participation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_AL_AL_E	- - Monnaie fiduciaire et dépôts	59,377.6	0.0	61,732.6	2,355.0	16,231.4	0.0	33,530.5	17,299.1
342000_4_N_CB_AL_E	- - - Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	491.4	0.0	17,420.5	16,929.1
342000_4_N_CB_ST_E	- - - - À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	491.4	0.0	17,420.5	16,929.1
342000_4_N_CB_LT_E	- - - - À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_MA_AL_E	- - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_MA_ST_E	- - - - À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_MA_LT_E	- - - - À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_DT_AL_E	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	5,982.0	0.0	8,337.0	2,355.0	15,740.0	0.0	16,110.0	370.0
34200z_4_N_DT_AL_E	- - - - Dont: positions interbancaires	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_DT_ST_E	- - - - À court terme	5,982.0	0.0	8,337.0	2,355.0	15,740.0	0.0	16,110.0	370.0
342000_4_N_DT_LT_E	- - - - À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_GG_AL_E	- - - Administrations publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_GG_ST_E	- - - - À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_GG_LT_E	- - - - À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_OS_AL_E	- - - Autres secteurs	53,395.6	0.0	53,395.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_OS_ST_E	- - - - À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_OS_LT_E	- - - - À long terme	53,395.6	0.0	53,395.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_FC_AL_E	- - - Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_FC_ST_E	- - - - À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_FC_LT_E	- - - - À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_NC_AL_E	- - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	53,395.6	0.0	53,395.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_NC_ST_E	- - - - À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
342000_4_N_NC_LT_E	- - - - À long terme	53,395.6	0.0	53,395.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000_4_N_AL_AL_E	- - Prêts	8,824.3	0.0	5,934.0	-2,890.3	406,974.8	1,144.1	426,415.2	18,296.3
343000_4_N_CB_AL_E	- - - Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	15,779.7	1,144.1	26,396.0	9,472.2
34300z_4_N_CB_AL_E	- - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0.0	0.0	0.0	0.0	15,779.7	1,144.1	26,396.0	9,472.2
343000_4_N_CB_ST_E	- - - - Autres prêts à court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000_4_N_CB_LT_E	- - - - Autres prêts à long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000_4_N_MA_AL_E	- - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
34300z_4_N_MA_AL_E	- - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000_4_N_MA_ST_E	- - - - Autres prêts à court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000_4_N_MA_LT_E	- - - - Autres prêts à long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000_4_N_DT_AL_E	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	7,633.0	0.0	4,659.0	-2,974.0	5,487.0	0.0	5,657.0	170.0
343000_4_N_DT_ST_E	- - - - À court terme	3,083.0	0.0	1,499.0	-1,584.0	5,487.0	0.0	5,657.0	170.0
343000_4_N_DT_LT_E	- - - - À long terme	4,550.0	0.0	3,160.0	-1,390.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000_4_N_GG_AL_E	- - - Administrations publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	372,545.1	0.0	381,199.2	8,654.1
34300z_4_N_GG_AL_E	- - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000_4_N_GG_ST_E	- - - - Autres à court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000_4_N_GG_LT_E	- - - - Autres à long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	372,545.1	0.0	381,199.2	8,654.1
343000_4_N_OS_AL_E	- - - Autres secteurs	1,191.3	0.0	1,275.0	83.7	13,163.0	0.0	13,163.0	0.0
343000_4_N_OS_ST_E	- - - - À court terme	44.2	0.0	127.9	83.7	710.0	0.0	710.0	0.0
343000_4_N_OS_LT_E	- - - - À long terme	1,147.1	0.0	1,147.1	0.0	12,453.0	0.0	12,453.0	0.0
343000_4_N_FC_AL_E	- - - Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0	0.0	710.0	0.0	710.0	0.0
343000_4_N_FC_ST_E	- - - - À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	710.0	0.0	710.0	0.0
343000_4_N_FC_LT_E	- - - - À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000_4_N_NC_AL_E	- - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1,191.3	0.0	1,275.0	83.7	12,453.0	0.0	12,453.0	0.0
343000_4_N_NC_ST_E	- - - - À court terme	44.2	0.0	127.9	83.7	0.0	0.0	0.0	0.0
343000_4_N_NC_LT_E	- - - - À long terme	1,147.1	0.0	1,147.1	0.0	12,453.0	0.0	12,453.0	0.0

346000_4_N_DT_AL_E	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	0.0	3,000.0	2,999.0
346000_4_N_DT_ST_E	- - - - À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	0.0	3,000.0	2,999.0
346000_4_N_DT_LT_E	- - - - À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000_4_N_GG_AL_E	- - - Administrations publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000_4_N_GG_ST_E	- - - - À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000_4_N_GG_LT_E	- - - - À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000_4_N_OS_AL_E	- - - Autres secteurs	35,644.9	2,458.4	41,944.7	3,841.4	2,000.4	0.0	2,000.0	-0.4
346000_4_N_OS_ST_E	- - - - À court terme	35,644.9	2,458.4	41,944.7	3,841.4	2,000.4	0.0	2,000.0	-0.4
346000_4_N_OS_LT_E	- - - - À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000_4_N_FC_AL_E	- - - Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000_4_N_FC_ST_E	- - - - À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000_4_N_FC_LT_E	- - - - À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000_4_N_NC_AL_E	- - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	35,644.9	2,458.4	41,944.7	3,841.4	2,000.4	0.0	2,000.0	-0.4
346000_4_N_NC_ST_E	- - - - À court terme	35,644.9	2,458.4	41,944.7	3,841.4	2,000.4	0.0	2,000.0	-0.4
346000_4_N_NC_LT_E	- - - - À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
347000_4_N_AL_AL_E	- - Droits de tirage spéciaux	0.0	0.0	0.0	0.0	10,564.8	1,436.4	33,139.0	21,137.8
350000_4_N_AL_AL_E	- Avoirs de réserve	258,500.6	2,273.9	294,954.5	34,180.0	0.0	0.0	0.0	0.0
351000_4_N_AL_AL_E	- - Or monétaire	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
351100_4_N_AL_AL_E	- - - Or métal	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
351200_4_N_AL_AL_E	- - - Comptes en or non affectés	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
352000_4_N_AL_AL_E	- - Droits de tirage spéciaux	14,106.6	2,096.8	48,376.1	32,172.7	0.0	0.0	0.0	0.0
353000_4_N_AL_AL_E	- - Position de réserve au FMI	1,979.8	177.1	4,085.2	1,928.3	0.0	0.0	0.0	0.0
354000_4_N_AL_AL_E	- - Autres avoires de réserve	242,414.2	0.0	242,493.2	79.0	0.0	0.0	0.0	0.0
354100_4_N_AL_AL_E	- - - Monnaie fiduciaire et dépôts	242,414.2	0.0	242,493.2	79.0	0.0	0.0	0.0	0.0
354110_4_N_AL_AL_E	- - - - Créances sur les autorités monétaires	2,457.4	0.0	922.3	-1,535.1	0.0	0.0	0.0	0.0
354120_4_N_AL_AL_E	- - - - Créances sur d'autres entités	239,956.8	0.0	241,570.9	1,614.1	0.0	0.0	0.0	0.0
354200_4_N_AL_AL_E	- - - Titres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
354210_4_N_AL_AL_E	- - - - Titres de créance	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
354210_4_N_AL_ST_E	- - - - À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
354210_4_N_AL_LT_E	- - - - À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
354220_4_N_AL_AL_E	- - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Aboulouye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int